

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2023/48007]

Extrait de l'arrêt n° 154/2023 du 23 novembre 2023

Numéro du rôle : 7891

En cause : le recours en annulation des articles 40 et 41 de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II », introduit par la SA « Derby ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges J. Moerman, M. Pâques, D. Pieters, W. Verrijdt et K. Jadin, assistée du greffier N. Dupont, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 novembre 2022 et parvenue au greffe le 16 novembre 2022, la SA « Derby », assistée et représentée par Me P. Joassart, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 40 et 41 de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II » (publiée au *Moniteur belge* du 8 août 2022).

Par la même requête, la partie requérante demandait également la suspension des mêmes dispositions légales. Par l'arrêt n° 25/2023 du 9 février 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.025), publié au *Moniteur belge* du 11 août 2023, deuxième édition, la Cour a rejeté la demande de suspension.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte

B.1. La partie requérante demande l'annulation des articles 40 et 41 de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II » (ci-après : la loi du 30 juillet 2022). Ces dispositions modifient respectivement les articles 55 et 62 de la loi du 7 mai 1999 « sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs » (ci-après : la loi du 7 mai 1999).

B.2.1. La loi du 7 mai 1999 se fonde sur le principe selon lequel l'exploitation de jeux de hasard est *a priori* interdite, mais elle prévoit des exceptions par un système d'autorisations sous la forme de licences octroyées par la Commission des jeux de hasard (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1992/001, pp. 3-4). Le législateur poursuit notamment un objectif de canalisation consistant à lutter contre l'offre de jeux de hasard illégale en autorisant une offre de jeux de hasard légale limitée (*ibid.*, p. 4).

Les établissements de jeux de hasard autorisés par la loi du 7 mai 1999 sont répartis en quatre catégories (article 6, alinéa 1er, de cette loi) : les établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos (article 28), les établissements de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques (article 34), les établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons (article 39) et les établissements de jeux de hasard de classe IV ou « les endroits qui sont uniquement destinés à l'engagement de paris » (article 43/4).

Aux termes de l'article 25 de la loi du 7 mai 1999, les quatre catégories d'établissements de jeux de hasard se distinguent, en outre, par le type de licence requise pour leur exploitation : une licence A est requise pour exploiter un casino (article 25, alinéa 1er, 1), une licence B est requise pour exploiter une salle de jeux automatiques (article 25, alinéa 1er, 2), une licence C est requise pour exploiter un débit de boissons (article 25, alinéa 1er, 3). La licence F1 (article 25, alinéa 1er, 6) permet l'exploitation de « l'organisation de paris ». La licence F2 (article 25, alinéa 1er, 7) permet « l'engagement de paris pour le compte de titulaires de licences de classe F1 » dans un établissement de jeux de hasard fixe ou mobile de classe IV et, en dehors d'un tel établissement, par les libraires et dans les hippodromes aux conditions fixées par l'article 43/4, § 5, 1° et 2°, de la loi du 7 mai 1999.

B.2.2. L'article 54 de la loi du 7 mai 1999 concerne les interdictions d'accéder à certains établissements de jeux de hasard et de pratiquer certains jeux de hasard qui sont applicables en raison de l'âge (article 54, § 1er), qui sont applicables aux magistrats, aux notaires, aux huissiers et aux membres des services de police en dehors de l'exercice de leurs fonctions (article 54, § 2, alinéa 1er) et qui sont applicables aux personnes exclues par la Commission des jeux de hasard (article 54, §§ 3 et 4).

Certaines de ces interdictions, notamment celles qui sont applicables aux personnes exclues par la Commission des jeux de hasard, portent uniquement sur les jeux de hasard « pour lesquels une obligation d'enregistrement existe ».

B.2.3. L'article 55 de la loi du 7 mai 1999 prévoit la création d'un système de traitement des informations concernant les personnes visées à l'article 54 de la même loi. Ce système de traitement est le système EPIS (*Excluded Persons Information System*), qui a été instauré par l'arrêté royal du 15 décembre 2004 « relatif à la création d'un système de traitement des informations concernant les joueurs exclus des salles de jeux de hasard de classe I et de classe II » (intitulé originaire).

Avant sa modification par l'article 40 de la loi du 30 juillet 2022, l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 disposait :

« Il est créé, auprès du service public fédéral Justice, un système de traitement des informations concernant les personnes visées à l'article 54.

Les finalités de ce système sont :

1° de permettre à la commission des jeux de hasard d'exercer les missions qui lui sont attribuées par la présente loi;

2° de permettre aux exploitants et au personnel des établissements de jeux de hasard de contrôler le respect des exclusions visées à l'article 54.

Pour chaque personne, les informations suivantes font l'objet d'un traitement :

1° les nom et prénoms;

2° le lieu et la date de naissance;

3° la nationalité;

4° le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou, en l'absence de ce numéro, le numéro octroyé en vertu de l'arrêté royal du 8 février 1991 relatif à la composition et aux modalités d'attribution du numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques;

5° la profession;

6° s'il échet, les décisions d'exclusion visées à l'article 54, § 3 et § 4 prononcées par la commission des jeux de hasard, la date et les fondements de cette décision.

L'accès permanent en ligne à toutes les catégories d'informations mentionnées à l'alinéa 3 est accordé à la commission des jeux de hasard contre paiement d'une contribution.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée le montant de la contribution visée à l'alinéa 4, les modalités de gestion du système de traitement des informations, les modalités de traitement des informations et les modalités d'accès au système ».

B.2.4. L'article 62 de la loi du 7 mai 1999 impose à certains établissements de jeux de hasard de conserver une copie du document d'identité que le joueur doit présenter et de tenir un registre reprenant certaines informations relatives aux joueurs.

Auparavant applicable aux seuls établissements de jeux de hasard de classes I et II, l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 a également été rendu applicable aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV par l'article 31 de la loi du 7 mai 2019 « modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et insérant l'article 37/1 dans la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale » (ci-après : la loi du 7 mai 2019).

En soumettant les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV à l'obligation d'enregistrement prévue à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999, l'article 31 de la loi du 7 mai 2019 a également rendu applicable à ces établissements les interdictions d'accès visées à l'article 54, §§ 3 et 4, de la loi du 7 mai 1999.

Tel qu'il avait été modifié par l'article 31 de la loi du 7 mai 2019, l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 disposait :

« Complémentairement à ce qui est prévu à l'article 54, l'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard des classes I, II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV n'est autorisé que sur présentation, par la personne concernée, d'un document d'identité et moyennant l'inscription, par l'exploitant, des nom complet, prénoms, date de naissance, lieu de naissance, profession et de l'adresse de cette personne dans un registre.

L'exploitant fait signer ce registre par la personne concernée.

Une copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur doit être conservée pendant au moins cinq ans à dater de la dernière activité de jeu de celui-ci.

Le Roi détermine les modalités pratiques d'admission et d'enregistrement des joueurs.

Il arrête les conditions d'accès aux registres.

L'absence de tenue ou la tenue incorrecte de ce registre de même que sa non-communication aux autorités, son altération ou sa disparition peut entraîner le retrait de la licence de classe I, II ou de classe IV pour les établissements de jeux de hasard fixes par la commission.

Le Roi détermine les modalités d'admission et d'enregistrement des joueurs pour la pratique de jeux de hasard via un réseau de communication électronique ainsi que les conditions que le registre doit remplir ».

B.3. Par son arrêt n° 177/2021 du 9 décembre 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.177), la Cour a annulé l'article 31 de la loi du 7 mai 2019 « uniquement en ce qu'il ne prévoit pas de durée maximale de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 ' sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ' et en ce qu'il ne prévoit pas de durée maximale de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur ».

B.4. Afin d'« étendre le champ d'application du système EPIS (*Excluded Persons Information System*) de la Commission des jeux de hasard aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV (agences de paris) » (rapport au Roi, *Moniteur belge*, 28 mars 2022, seconde édition, p. 25478), le Roi a pris l'arrêté royal du 20 mars 2022 « modifiant deux arrêtés royaux du 15 décembre 2004 en ce qui concerne le système EPIS et le registre d'accès » (ci-après : l'arrêté royal du 20 mars 2022), qui, en vertu de son article 16, est entré en vigueur le 1er octobre 2022. L'arrêté royal du 20 mars 2022 modifie l'intitulé et plusieurs dispositions de deux arrêtés royaux : d'une part, l'arrêté royal, mentionné en B.2.3, du 15 décembre 2004 « relatif à la création d'un système de traitement des informations concernant les joueurs exclus des établissements de jeux de hasard de classe I, de classe II et des établissements de jeux de hasard fixes de classe IV » (nouvel intitulé) et, d'autre part, l'arrêté royal du 15 décembre 2004 « relatif au registre d'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard de classe I, II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV » (nouvel intitulé). Quelques modifications supplémentaires ont ensuite encore été apportées à ces deux arrêtés royaux par l'arrêté royal du 6 septembre 2022 « corrigeant trois erreurs matérielles dans deux arrêtés royaux du 15 décembre 2004 en ce qui concerne le système EPIS et le registre d'accès » (ci-après : l'arrêté royal du 6 septembre 2022), qui est aussi entré en vigueur le 1er octobre 2022.

Tels qu'ils ont été modifiés par les arrêtés royaux du 20 mars 2022 et du 6 septembre 2022, les articles 1^{er} et 5 de l'arrêté royal du 15 décembre 2004 « relatif à la création d'un système de traitement des informations concernant les joueurs exclus des établissements de jeux de hasard de classe I, de classe II et des établissements de jeux de hasard fixes de classe IV » disposent :

« Article 1er. Le système visé à l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs porte la dénomination EPIS, *Excluded Persons Information System*.

L'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I, classe II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV et la pratique des jeux de hasard doivent être refusés aux personnes figurant dans le système d'information EPIS, conformément à l'article 54, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

La Commission des jeux de hasard utilise le système d'information EPIS pour participer au contrôle du respect des exclusions des personnes visées à l'article 54 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ».

« Art. 5. L'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II, ou d'un établissement de jeux de hasard fixes de classe IV ou une personne déléguée par celui-ci, doit introduire le nom, le prénom, la date de naissance et, si disponible, le numéro du Registre national du joueur, dans le système EPIS avant que le joueur puisse entrer dans la salle de jeux. Si cette personne figure dans EPIS, le terme ' oui ' apparaît sur l'écran. Dans les autres cas, le terme ' non ' apparaît.

En vue de l'enregistrement du joueur et de la consultation du système d'information EPIS, l'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II, ou d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV ou une personne déléguée par celui-ci est autorisé à collecter le numéro de Registre national du joueur visé à l'alinéa 1er ».

Tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 20 mars 2022, l'article 4 de l'arrêté royal du 15 décembre 2004 « relatif au registre d'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard de classe I, II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV » dispose :

« L'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II, et d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV, ou une personne déléguée par celui-ci, doit procéder au contrôle de l'identité de toute personne désirant accéder aux salles de jeux.

A cette fin, il demande au client d'exhiber sa carte d'identité ou une pièce ayant servi à l'identification.

Préalablement à l'inscription du joueur dans le registre d'accès, l'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II ou d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV ou une personne déléguée par celui-ci contrôle, par l'intermédiaire du système de traitement des informations prévu à l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, si l'accès à cet établissement de jeux de hasard n'est pas interdit au joueur conformément aux exclusions visées à l'article 54 de la loi précitée ».

B.5.1. L'article 40, attaqué, de la loi du 30 juillet 2022 modifie l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 : (1) il insère un nouvel alinéa précisant que la Commission des jeux de hasard est le responsable du traitement du système EPIS, (2) il apporte plusieurs modifications formelles liées à l'insertion de ce nouvel alinéa et (3) il remplace la référence à la Commission de la protection de la vie privée par une référence à l'Autorité de protection des données.

L'article 40, attaqué, de la loi du 30 juillet 2022 dispose :

« À l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, modifié par l'arrêté royal du 4 avril 2003 et par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

' La commission est le responsable du traitement du système de traitement des informations visé à l'alinéa 1er ' ;

2° dans l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots ' l'alinéa 3 ' sont remplacés par les mots ' l'alinéa 4 ' ;

3° dans l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots ' la Commission de la protection de la vie privée ' sont remplacés par les mots ' l'Autorité de protection des données, ' et les mots ' l'alinéa 4 ' sont remplacés par les mots ' l'alinéa 5 ' ».

B.5.2. L'article 41, attaqué, de la loi du 30 juillet 2022 apporte les modifications suivantes à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 : (1) une photographie de la personne concernée doit désormais être prise à chaque visite et être conservée dans le registre, (2) il est précisé que le registre a pour finalité de permettre à la Commission des jeux de hasard de vérifier *a posteriori* si les consultations du système EPIS ont bien été réalisées et (3) la durée de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre et la durée maximale de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur sont fixées à dix années à dater de la dernière activité de jeu de la personne concernée.

L'article 41, attaqué, de la loi du 30 juillet 2022 dispose :

« À l'article 62 de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010 et par l'article 31 de la loi du 7 mai 2019, annulé lui-même sous certaines conditions par l'arrêt n° 177/2021 de la Cour constitutionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : ' A chaque visite de la personne concernée, une photographie de cette personne est prise et conservée dans le registre ' ;

2° il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, deux alinéas rédigés comme suit :

' La finalité de ce registre est de permettre à la commission de vérifier *a posteriori* si les consultations du système de traitement des informations visé à l'article 55 ont bien été réalisées sur les joueurs qui fréquentent les établissements de jeux de hasard de classe I, II, ou d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV.

Les données à caractère personnel inscrites dans le registre sont conservées pendant une période de dix ans à dater de la dernière activité de jeu de la personne concernée ' ;

3° dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots ' pendant au moins cinq ans ' sont remplacés par les mots ' pour une durée de maximum dix ans ' ».

B.5.3. À défaut de disposition contraire, les articles 40 et 41 de la loi du 30 juillet 2022 sont entrés en vigueur dix jours après la publication de celle-ci au *Moniteur belge* du 8 août 2022, à savoir le 18 août 2022, en vertu de l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 « relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires ».

Quant à l'intérêt au recours

B.6.1. Le Conseil des ministres fait valoir que la partie requérante n'a pas intérêt à demander l'annulation de l'article 40 de la loi du 30 juillet 2022.

B.6.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.6.3. La partie requérante ne démontre pas en quoi l'article 40 de la loi du 30 juillet 2022, qui apporte à l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 les modifications mentionnées en B.5.1, pourrait affecter directement et défavorablement sa situation.

B.6.4. Le recours en annulation est irrecevable en ce qu'il est dirigé contre l'article 40 de la loi du 30 juillet 2022.

Quant au moyen unique

B.7. La partie requérante prend un moyen unique de la violation de l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec les articles 5, 6 et 9 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 « relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) » (ci-après : le RGPD).

Dans la première branche, elle fait valoir que le principe de légalité, dans ses dimensions formelle et matérielle, n'est pas respecté.

Dans la seconde branche, elle fait valoir que le principe de proportionnalité n'est pas respecté.

B.8.1. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.8.2 L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

B.8.3. Le Constituant a recherché la plus grande concordance possible entre l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 997/5, p. 2).

La portée de cet article 8 est analogue à celle de la disposition constitutionnelle précitée, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un tout indissociable.

B.8.4. Le droit au respect de la vie privée, tel qu'il est garanti par les dispositions constitutionnelle et conventionnelle précitées, a pour but essentiel de protéger les personnes contre les ingérences dans leur vie privée.

Ce droit a une portée étendue et englobe notamment la protection des données à caractère personnel et des informations personnelles. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme fait apparaître que de la protection de ce droit relèvent notamment les données et informations personnelles suivantes : le nom, l'adresse, les activités professionnelles, les relations personnelles, les empreintes digitales, les images filmées, les photographies, les communications, les données ADN, les données judiciaires (condamnations ou inculpations), les données financières, les informations concernant des biens et les données médicales (voy. notamment CEDH, 26 mars 1987, *Leander c. Suède*, ECLI:CE:ECHR:1987:0326JUD000924881, §§ 47-48; grande chambre, 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, ECLI:CE:ECHR:2008:1204JUD003056204, §§ 66-68; 17 décembre 2009, *B.B. c. France*, ECLI:CE:ECHR:2009:1217JUD000533506, § 57; 10 février 2011, *Dimitrov-Kazakov c. Bulgarie*, ECLI:CE:ECHR:2011:0210JUD001137903, §§ 29-31; 18 octobre 2011, *Khelili c. Suisse*, ECLI:CE:ECHR:2011:1018JUD001618807, §§ 55-57; 9 octobre 2012, *Alkaya c. Turquie*, ECLI:CE:ECHR:2012:1009JUD004281106, § 29; 18 avril 2013, *M.K. c. France*, ECLI:CE:ECHR:2013:0418JUD001952209, § 26; 18 septembre 2014, *Brunet c. France*, ECLI:CE:ECHR:2014:0918JUD002101010, § 31; 13 octobre 2020, *Frâncu c. Roumanie*, ECLI:CE:ECHR:2020:1013JUD006935613, § 51).

B.8.5. Le droit au respect de la vie privée n'est toutefois pas absolu. L'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme n'excluent pas une ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit, pourvu que cette ingérence soit prévue par une disposition législative suffisamment précise, qu'elle réponde à un besoin social impérieux dans une société démocratique et qu'elle soit proportionnée à l'objectif légitime qu'elle poursuit.

Le législateur dispose en la matière d'une marge d'appréciation. Cette marge n'est toutefois pas illimitée : pour qu'une norme soit compatible avec le droit au respect de la vie privée, il faut que le législateur ait établi un juste équilibre entre tous les droits et intérêts en cause.

B.8.6. Dans le champ d'application du droit de l'Union européenne, l'article 22 de la Constitution, l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne garantissent des droits fondamentaux analogues (CJUE, grande chambre, 9 novembre 2010, C-92/09 et C-93/09, *Volker und Markus Schecke GbR e.a.*, ECLI:EU:C:2010:662), alors que l'article 8 de cette Charte vise spécifiquement la protection des données à caractère personnel.

La compatibilité d'une disposition législative avec les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lus en combinaison avec l'article 22 de la Constitution, ne peut être examinée par la Cour qu'en ce que la disposition attaquée met en œuvre le droit de l'Union (CJUE, grande chambre, 26 février 2013, C-617/10, *Åklagaren*, ECLI:EU:C:2013:105, points 17 et suivants).

En l'espèce, il convient de tenir compte du RGPD.

Dès lors que la disposition attaquée concerne le traitement de données à caractère personnel relevant du champ d'application du RGPD, les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne doivent être lus en combinaison avec l'article 22 de la Constitution.

B.8.7. Les droits consacrés aux articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne n'apparaissent pas non plus comme étant des prérogatives absolues (CJUE, grande chambre, 16 juillet 2020, C-311/18, *Data Protection Commissioner*, ECLI:EU:C:2020:559, point 172).

Conformément à l'article 52, paragraphe 1, première phrase, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par celle-ci, dont notamment le droit au respect de la vie privée garanti par l'article 7 et le droit à la protection des données à caractère personnel consacré par l'article 8, doit être prévue par la loi, respecter le contenu essentiel de ces droits et, dans le respect du principe de proportionnalité, être nécessaire et répondre effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui (CJUE, grande chambre, 6 octobre 2020, C-623/17, *Privacy International*, ECLI:EU:C:2020:790, point 64).

B.8.8. L'article 22 de la Constitution réserve au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée. Il garantit ainsi à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et qu'elle porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels ont été fixés préalablement par le législateur.

Par conséquent, les éléments essentiels du traitement des données à caractère personnel doivent être fixés dans la norme législative même. À cet égard, quelle que soit la matière concernée, les éléments suivants constituent en principe des éléments essentiels : (1°) la catégorie de données traitées; (2°) la catégorie de personnes concernées; (3°) la finalité poursuivie par le traitement; (4°) la catégorie de personnes ayant accès aux données traitées et (5°) le délai maximal de conservation des données.

B.8.9. Outre l'exigence de légalité formelle, l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 7, 8 et 52 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, impose que l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée et du droit à la protection des données à caractère personnel soit définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence.

En matière de protection des données, cette exigence de prévisibilité implique qu'il doit être prévu de manière suffisamment précise dans quelles circonstances les traitements de données à caractère personnel sont autorisés (CEDH, grande chambre, 4 mai 2000, *Rotaru c. Roumanie*, ECLI:CE:ECHR:2000:0504JUD002834195, § 57; grande chambre, 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, précité, § 99). L'exigence selon laquelle la limitation doit être prévue par la loi implique notamment que la base légale qui permet l'ingérence dans ces droits doit elle-même définir la portée de la limitation de l'exercice du droit concerné (CJUE, 6 octobre 2020, C-623/17, *Privacy International*, ECLI:EU:C:2020:790, point 65).

Toute personne doit dès lors pouvoir avoir une idée suffisamment claire des données traitées, des personnes concernées par un traitement de données déterminé et des conditions et finalités dudit traitement.

B.8.10. L'article 5 du RGPD, intitulé « Principes relatifs au traitement des données à caractère personnel », dispose :

« 1. Les données à caractère personnel doivent être :

a) traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée (licéité, loyauté, transparence);

b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités; le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré, conformément à l'article 89, paragraphe 1, comme incompatible avec les finalités initiales (limitation des finalités);

c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données);

d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude);

e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées; les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, pour autant que soient mises en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises par le présent règlement afin de garantir les droits et libertés de la personne concernée (limitation de la conservation);

f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (intégrité et confidentialité);

2. Le responsable du traitement est responsable du respect du paragraphe 1 et est en mesure de démontrer que celui-ci est respecté (responsabilité) ».

B.8.11. L'article 6 du RGPD porte sur l'exigence de licéité du traitement.

B.8.12. L'article 9 du RGPD porte sur le traitement de catégories particulières de données à caractère personnel, dont les données biométriques. Ces dernières sont définies par l'article 4, 14), du RGPD comme « les données à caractère personnel résultant d'un traitement technique spécifique, relatives aux caractéristiques physiques, physiologiques ou comportementales d'une personne physique, qui permettent ou confirment son identification unique, telles que des images faciales ou des données dactyloscopiques ».

B.9. Les griefs de la partie requérante portent sur les aspects suivants :

- la finalité de la prise d'une photographie du joueur et de sa conservation dans le registre d'accès (B.10-B.15);
- les habilitations conférées au Roi et l'absence de détermination de plusieurs éléments relatifs au système EPIS et au registre d'accès (B.16-B.18);
- la détermination des personnes dont la photographie doit être prise et conservée dans le registre d'accès (B.19-B.21);
- la proportionnalité de la prise d'une photographie du joueur et de sa conservation dans le registre d'accès (B.22-B.29);
- la durée de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre d'accès et la durée de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur (B.30-B.36).

En ce qui concerne la finalité de la prise d'une photographie du joueur et de sa conservation dans le registre d'accès

B.10. La partie requérante fait valoir que l'article 41 de la loi du 30 juillet 2022 viole le principe de légalité, en ce que les photographies des joueurs qui sont conservées dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 peuvent être utilisées par la police dans le cadre d'enquêtes qui ne présentent pas de lien avec le respect de la législation sur les jeux de hasard, sans que cette finalité policière soit précisée et encadrée par la disposition attaquée.

B.11. Les articles 54, 55 et 62 de la loi du 7 mai 1999, qui doivent être lus conjointement, font partie des « mesures de protection des joueurs et des parieurs » prévues par le chapitre VI de cette loi.

Comme il est dit en B.2.2, l'article 54 de la loi du 7 mai 1999 détermine les interdictions d'accéder à certains établissements de jeux de hasard et de pratiquer certains jeux de hasard qui sont applicables en raison de l'âge (article 54, § 1er), en raison de la profession (article 54, § 2, alinéa 1er) et à la suite d'une décision d'exclusion prise par la Commission des jeux de hasard (article 54, §§ 3 et 4).

L'article 55 de la loi du 7 mai 1999 prévoit la création d'un système de traitement des informations concernant les personnes visées à l'article 54, qui, comme il est dit en B.2.3, est le système EPIS. Selon l'article 55, alinéa 3, de la loi du 7 mai 1999, les finalités du système EPIS sont, d'une part, de permettre à la Commission des jeux de hasard d'exercer les missions qui lui sont attribuées par la loi du 7 mai 1999 et, d'autre part, de permettre aux exploitants et au personnel des établissements de jeux de hasard de contrôler le respect des exclusions visées à l'article 54.

L'article 62 de la loi du 7 mai 1999, dont l'alinéa 1^{er} précise qu'il s'agit d'une disposition complémentaire à l'article 54, impose aux établissements de jeux de hasard de classes I et II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV de conserver une copie du document d'identité que le joueur doit présenter et de tenir un registre reprenant certaines informations relatives aux joueurs, dont, désormais, la photographie du joueur.

B.12. Par son arrêt n° 177/2021, précité, la Cour a jugé :

« B.53.4. Les finalités du contrôle d'identité et les finalités de l'enregistrement des données à caractère personnel en question et de la conservation d'une copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur, qui sont liés à ce contrôle, ainsi que les personnes habilitées à avoir accès à ces informations, sont déterminées à suffisance par la lecture combinée des articles 54, 55 et 62 de la loi du 7 mai 1999, lus à la lumière des travaux préparatoires cités en B.52. Il s'agit, d'une part, des exploitants et du personnel des établissements de jeux de hasard concernés afin de contrôler le respect des exclusions visées à l'article 54 de la loi du 7 mai 1999 et, d'autre part, de la Commission des jeux de hasard afin d'exercer les missions qui lui sont attribuées par la loi du 7 mai 1999. Relève en particulier de cette mission, en vertu des articles 15/2, § 1er, et 15/3 de la loi du 7 mai 1999, le contrôle du respect de cette même loi et de ses arrêtés d'exécution. L'enregistrement des données à caractère personnel et la conservation d'une copie de la pièce révélant l'identité du joueur permettent à la Commission des jeux de hasard de savoir qui a eu accès aux établissements de jeux de hasard en question et dès lors de contrôler que ces établissements respectent les interdictions d'accès applicables en vertu de l'article 54 de la loi du 7 mai 1999. À cet égard, l'article 62, alinéa 6, de la loi du 7 mai 1999 dispose également que ' l'absence de tenue ou la tenue incorrecte de ce registre de même que sa non-communication aux autorités, son altération ou sa disparition peut entraîner le retrait de la licence de classe I, II ou de classe IV pour les établissements de jeux de hasard fixes par la Commission [des jeux de hasard] ' ».

B.13. La finalité du registre d'accès est désormais expressément mentionnée dans le nouvel alinéa 2 de l'article 62 de la loi du 7 mai 1999, tel qu'il a été inséré par l'article 41, 2°, de la loi du 30 juillet 2022. Il s'agit de permettre à la Commission des jeux de hasard de vérifier *a posteriori* si les consultations du système EPIS ont bien été réalisées sur les joueurs qui fréquentent les établissements de jeux de hasard de classes I et II et les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV.

B.14. La disposition attaquée ne prévoit pas que les données conservées dans le registre d'accès, dont la photographie, puissent être utilisées à des fins de recherche et de poursuite d'infractions qui ne présentent pas de lien avec le respect de la législation sur les jeux de hasard. Sans qu'il soit nécessaire de déterminer si la consultation du registre d'accès à de telles fins peut être autorisée sur le fondement d'autres dispositions, notamment celles du Code d'instruction criminelle, il y a lieu de constater que l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à la protection des données à caractère personnel qui en résulterait découlerait de ces autres dispositions, et non de la disposition attaquée.

B.15. Le grief n'est pas fondé.

En ce qui concerne les habilitations conférées au Roi et l'absence de détermination de plusieurs éléments relatifs au système EPIS et au registre d'accès

B.16. La partie requérante fait valoir que la disposition attaquée viole le principe de légalité, en ce que, d'une part, en ce qui concerne le système EPIS, elle ne détermine ni les catégories de personnes ayant accès aux données, ni la durée maximale de conservation des données, et, d'autre part, en ce qui concerne le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999, elle n'identifie ni les catégories de personnes ayant accès aux données, ni le responsable du traitement. La partie requérante critique également les habilitations conférées au Roi par les articles 55, dernier alinéa, et 62, alinéas 6 et 7, de la loi du 7 mai 1999.

B.17. Comme le fait valoir le Conseil des ministres, les griefs de la partie requérante sont en réalité dirigés contre les articles 55 et 62 de la loi du 7 mai 1999 tels qu'ils existaient déjà avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée.

B.18. Les griefs sont étrangers à la disposition attaquée et sont dès lors irrecevables.

En ce qui concerne la détermination des personnes dont la photographie doit être prise et conservée dans le registre d'accès

B.19. Dans son mémoire en réponse, la partie requérante fait valoir que les termes « personne concernée » employés par l'article 41, 1°, de la loi du 30 juillet 2022 ne sont pas suffisamment clairs et précis pour déterminer les personnes dont la photographie doit être prise et conservée dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999. Selon elle, il s'ensuit que la disposition attaquée viole le principe de légalité garanti par les dispositions visées dans le moyen et le principe de légalité des incriminations garanti par l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.20. Il n'appartient pas à la partie requérante de modifier, dans son mémoire en réponse, le moyen du recours tel qu'elle l'a elle-même formulé dans la requête. Un grief qui, comme en l'espèce, est formulé dans un mémoire en réponse mais qui diffère de celui qui est énoncé dans la requête constitue un moyen nouveau et n'est pas recevable.

B.21. Le grief est irrecevable.

En ce qui concerne la proportionnalité de la prise d'une photographie du joueur et de sa conservation dans le registre d'accès

B.22. La partie requérante fait valoir que l'article 41 de la loi du 30 juillet 2022 entraîne une ingérence disproportionnée dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à la protection des données à caractère personnel, en ce qu'il impose qu'une photographie du joueur soit prise à chaque visite et soit conservée dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999.

B.23. Par son arrêt n° 177/2021 précité, lorsqu'elle a examiné un moyen qui était dirigé contre l'extension du champ d'application de l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV, la Cour a jugé que le contrôle d'identité du joueur par l'exploitant et l'enregistrement du nom complet, des prénoms, de la date de naissance, du lieu de naissance, de la profession et de l'adresse du joueur constituent des mesures proportionnées :

« B.55.2. Il n'est pas disproportionné d'étendre aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV les obligations en matière de contrôle d'identité et de conservation des données à caractère personnel prévues à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999, dès lors que le législateur a également voulu interdire l'accès à ces établissements aux personnes qui sont exclues par la Commission des jeux de hasard sur la base de l'article 54, §§ 3 et 4, de la loi du 7 mai 1999, eu égard à l'accroissement, décrit en B.28.1, des risques liés à ces établissements. À défaut d'identification des joueurs et, partant, de possibilité de vérifier si l'intéressé figure dans le système EPIS visé à l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 et mentionné en B.47.3, l'interdiction et les exclusions prévues à l'article 54 de la loi du 7 mai 1999 seraient largement privées d'effets pratiques. Ainsi qu'il est mentionné en B.53.4, l'enregistrement des données à caractère personnel en question permet à la Commission des jeux de hasard de contrôler le respect de la loi du 7 mai 1999 et de ses arrêtés d'exécution, en particulier l'article 54 de cette même loi.

[...]

Enfin, les données à caractère personnel qui doivent être inscrites dans le registre visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 sont pertinentes et nécessaires au regard des objectifs poursuivis. En effet, ces données à caractère personnel permettent de vérifier si la personne concernée figurait dans le système EPIS mentionné en B.47.3 et devait donc se voir refuser l'accès à l'établissement de jeux de hasard ».

B.24.1. L'article 41, 1°, de la loi du 30 juillet 2022 ajoute la photographie à la liste des données relatives aux joueurs qui doivent être conservées dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999.

L'exposé des motifs du projet à l'origine de la loi du 30 juillet 2022 indique :

« L'article 62, alinéa 1er, de la loi sur les jeux de hasard détermine la liste des données à caractère personnel à reprendre obligatoirement dans le registre d'accès aux établissements de jeux de hasard des classes I, II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV. La photographie des joueurs est [ajoutée] à la liste. En effet, la photo du joueur est requise pour éviter toute fraude d'identité.

Suite à l'avis du Conseil d'État n° 71 320/1-2-3-4, les précisions suivantes peuvent être apportées :

Selon l'art. 62, l'opérateur doit tenir un registre, et le joueur doit présenter une preuve d'identité. Ensuite, le joueur doit signer le registre.

La signature de ce registre ayant été considérée par le passé comme lourde, chronophage et gaspilleuse de papier par les opérateurs, elle a été remplacée par une photographie.

Un document d'identité doit contenir un nom, un prénom, une date de naissance, une photographie et une signature afin de vérifier avec certitude l'identité de la personne. Lorsqu'un joueur se présente, l'exploitant doit être en mesure de vérifier visuellement si la personne qui se présente est la même que celle figurant sur la photo de la carte d'identité. L'objectif est donc de prévenir la fraude aux documents d'identité, avant tout dans le but de protéger les joueurs. En effet, [une] des raisons pour lesquelles un joueur se présenterait avec un faux document d'identité est qu'il est exclu et tente d'accéder aux jeux de hasard de cette manière.

Si un joueur exclu se présente avec une fausse pièce d'identité, la Commission des jeux de hasard ne peut le vérifier par après que sur la base de la signature ou de la photo. Cette possibilité de contrôle est nécessaire afin de vérifier que les opérateurs remplissent correctement leurs obligations légales. Aujourd'hui, il est possible de signer numériquement, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Toutefois, la signature sur écran tactile est loin d'être fiable (elle se résume généralement à un gribouillage illisible). Une photo est beaucoup plus facile à vérifier dans ce cas.

Il faut préciser qu'une modernisation et une digitalisation des procédures, tant dans le monde réel qu'en ligne, sont nécessaires dans la matière des jeux de hasard mais celles-ci doivent être étudiées et développées en adéquation avec les règles existantes notamment en matière de protection des données. En attendant, le système existant est maintenu » (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 50).

Lors des discussions en commission, le ministre compétent a précisé :

« Cette pratique de la prise de photo du joueur existe depuis de nombreuses années. Cela permet à la Commission des jeux de hasard de vérifier a posteriori si l'opérateur a respecté son obligation. Ce n'est en effet pas une solution idéale et le ministre est en grande partie d'accord avec les remarques faites par le Conseil d'État et l'APD à cet égard. De meilleures technologies, moins intrusives, doivent permettre ce contrôle. Le ministre s'est déjà engagé à analyser, le plus rapidement possible, d'autres techniques plus proportionnelles, telles que la signature électronique ou Itsme. Dans l'attente de cette meilleure solution, la pratique actuelle ne sera pas interdite » (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2774/004, p. 28).

B.24.2. Il ressort de ce qui précède que la disposition attaquée s'inscrit dans l'objectif de protection des joueurs qui est poursuivi conjointement par les articles 54, 55 et 62 de la loi du 7 mai 1999. Plus précisément, l'ajout de la photographie à la liste des données qui doivent être conservées dans le registre d'accès, dont la finalité est de permettre à la Commission des jeux de hasard de vérifier a posteriori si les consultations du système EPIS ont bien été réalisées, a pour objectif de lutter contre les fraudes à l'identité dont pourraient se rendre coupables certains joueurs exclus qui tenteraient de jouer.

B.25. Plusieurs autres mesures contribuent à réduire le risque de fraude à l'identité par un joueur exclu.

D'une part, la personne concernée doit présenter un document d'identité, dont une copie doit être conservée dans le registre d'accès (article 62, alinéa 5, de la loi 7 mai 1999 et article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 15 décembre 2004 « relatif au registre d'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard de classe I, II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV »). Il est prévu que « l'exploitant ou la personne indiquée par celui-ci vérifie la conformité de la photographie ainsi que la date de validité de la carte d'identité » (article 5, alinéa 3, dudit arrêté royal).

D'autre part, l'exploitant doit faire signer le registre d'accès par la personne concernée (article 62, alinéa 4, de la loi du 7 mai 1999), étant entendu que l'utilisation d'une signature électronique au moyen de la carte d'identité électronique est permise.

B.26. Au regard de l'objectif mentionné en B.24.2, et compte tenu des autres mesures qui contribuent à réduire le risque de fraude à l'identité par un joueur exclu, il est disproportionné d'imposer que la photographie de tous les joueurs fréquentant les établissements de jeux de hasard de classes I et II et les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV soit prise à chaque visite et soit conservée dans le registre d'accès. La disposition attaquée ne ménage pas un juste équilibre entre, d'une part, la protection des joueurs exclus et, d'autre part, le droit au respect de la vie privée et le droit à la protection des données à caractère personnel de toutes les personnes qui ne font pas l'objet d'une exclusion et qui fréquentent les établissements de jeux de hasard concernés.

B.27. Le grief est fondé en ce qu'il est pris de la violation de l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 5, paragraphe 1, c), du RGPD.

Il y a lieu d'annuler l'article 41, 1°, de la loi du 30 juillet 2022.

B.28. Dès lors que cela ne saurait aboutir à une annulation plus étendue que celle qui est mentionnée en B.27, il n'y a pas lieu d'examiner si la photographie constitue, en l'espèce, une donnée biométrique, ni de poser à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle suggérée par la partie requérante à cet égard.

B.29. La partie requérante demande également que deux questions préjudicielles soient posées à la Cour de justice à propos de la compatibilité, avec plusieurs dispositions de droit européen, de l'obligation de tenir le registre d'accès qui est prévue à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999.

Outre que la Cour de justice n'est pas compétente pour statuer à titre préjudiciel sur la compatibilité d'une mesure nationale avec le droit européen et que les questions préjudicielles suggérées par la partie requérante ne pourraient relever de la compétence de la Cour de justice qu'à condition d'être lues comme portant en substance sur l'interprétation du droit européen (CJUE, 30 avril 2020, C-184/19, *Hecta Viticol SRL*, ECLI:EU:C:2020:337, point 30; 21 juillet 2011, C-2/10, *Azienda Agro-Zootecnica Franchini Sarl et Eolica di Altamura Srl*, ECLI:EU:C:2011:502, point 35), la réponse à ces questions ne saurait avoir une incidence sur l'issue du recours présentement examiné. D'une part, en ce qui concerne l'obligation de tenir le registre d'accès et l'obligation d'y enregistrer les données autres que la photographie, il y a lieu de constater que ces obligations résultent de dispositions qui sont antérieures à la loi du 30 juillet 2022. D'autre part, en ce qui concerne l'obligation de prendre et de conserver la photographie du joueur, la réponse aux questions préjudicielles suggérées par la partie requérante ne saurait aboutir à une annulation plus étendue que celle qui est mentionnée en B.27.

Les deux questions préjudicielles suggérées par la partie requérante ne doivent dès lors pas être posées.

En ce qui concerne la durée de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre d'accès et la durée de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur

B.30. La partie requérante fait valoir que l'article 41, 2° et 3°, de la loi du 30 juillet 2022 entraîne une ingérence disproportionnée dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à la protection des données à caractère personnel, en ce qu'il prévoit que la durée maximale de conservation des données enregistrées dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 et de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur est de dix ans à dater de la dernière activité de jeu de la personne concernée.

B.31. Par son arrêt n° 177/2021 précité, lorsqu'elle a examiné un moyen qui était dirigé contre l'extension du champ d'application de l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV, la Cour a jugé que l'absence de fixation par le législateur de la durée maximale de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 et de la durée maximale de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur violait l'article 22 de la Constitution :

« B.53.5. La disposition attaquée [l'article 31 de la loi du 7 mai 2019] ne prévoit toutefois aucune durée maximale de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999. En outre, elle ne prévoit aucune durée maximale de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur, dès lors que l'article 62, alinéa 3, de la loi du 7 mai 1999 prévoit seulement une durée minimale de conservation de cinq ans à dater de la dernière activité de jeu du joueur.

B.54. L'article 31 de la loi du 7 mai 2019 viole l'article 22 de la Constitution en ce qu'il ne prévoit pas de durée maximale de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 et en ce qu'il ne prévoit pas de durée maximale de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur ».

La Cour a, par conséquent, annulé l'article 31 de la loi du 7 mai 2019 « uniquement en ce qu'il ne prévoit pas de durée maximale de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 ' sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ' et en ce qu'il ne prévoit pas de durée maximale de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur ».

B.32. À la suite de cet arrêt, le législateur est intervenu en adoptant l'article 41, 2° et 3°, de la loi du 30 juillet 2022. L'article 62, alinéa 3, de la loi du 7 mai 1999, tel qu'il a été inséré par l'article 41, 2°, de la loi du 30 juillet 2022, et l'article 62, alinéa 5, de la loi du 7 mai 1999, tel qu'il a été modifié par l'article 41, 3°, de la loi du 30 juillet 2022, prévoient respectivement que la durée de conservation des données à caractère personnel inscrites dans le registre d'accès et la durée maximale de conservation de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur sont de dix années à dater de la dernière activité de jeu de la personne concernée.

Selon les travaux préparatoires, la durée de conservation prévue par la disposition attaquée est motivée par un souci d'harmonisation avec la durée de conservation de dix ans qui est prévue à l'article 60 de la loi du 18 septembre 2017 « relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces » (ci-après : loi du 18 septembre 2017) :

« La durée maximale de conservation des données d'une part et de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur d'autre part est fixée à 10 ans. De cette manière, la durée de conservation est harmonisée, et permet de respecter les délais de conservation légaux prévus par l'article 60 de la loi 18 septembre 2017 [...] relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces » (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 51).

B.33. La proportionnalité de la durée de conservation doit être appréciée au regard de la finalité pour laquelle les données à caractère personnel sont traitées.

En l'espèce, comme il est dit en B.13, la conservation, dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999, de données à caractère personnel relatives au joueur et de la copie de la pièce ayant servi à l'identification de celui-ci a pour finalité de permettre à la Commission des jeux de hasard de vérifier *a posteriori* si les consultations du système EPIS ont bien été réalisées par rapport aux joueurs qui fréquentent les établissements de jeux de hasard de classes I et II et les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV.

Le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 n'a pas pour finalité de lutter contre le blanchiment. La finalité de lutte contre le blanchiment est poursuivie par les obligations - qui ne sont pas identiques à celles qui sont prévues par l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 - imposées aux exploitants de jeux de hasard, en tant qu'« entités assujetties », par la loi du 18 septembre 2017 (voy. notamment les articles 21, 26, 27 et 60 de cette loi).

Il s'ensuit que l'harmonisation visée avec la durée de conservation prévue à l'article 60 de la loi du 18 septembre 2017 ne permet pas de justifier raisonnablement une durée de conservation de dix ans en ce qui concerne le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999.

B.34. Les infractions aux articles 54 et 62 de la loi du 7 mai 1999 peuvent être punies par une peine d'emprisonnement d'un mois à trois ans et/ou par une amende pénale de 26 euros à 25 000 euros, à majorer des décimes additionnels (article 64 de la loi du 7 mai 1999). Dès lors que ces infractions sont ainsi punies d'une peine correctionnelle et constituent dès lors des délits, le délai de prescription applicable est de cinq ans (article 21, alinéa 1er, 4°, du titre préliminaire du Code de procédure pénale). À titre de sanction alternative, les infractions aux articles 54 et 62 de la loi du 7 mai 1999 peuvent être punies par une amende administrative (article 15/3 de la loi du 7 mai 1999); dans ce cas, le délai de prescription applicable est également de cinq ans (article 15/3, § 5, de la loi du 7 mai 1999).

Dès lors que le registre d'accès a pour finalité de permettre à la Commission des jeux de hasard de contrôler l'application correcte du système EPIS et que le législateur a prévu que les infractions aux articles 54 et 62 de la loi du 7 mai 1999 se prescrivent par cinq ans, la durée de dix ans durant laquelle les données à caractère personnel relatives au joueur et la copie de la pièce ayant servi à l'identification de celui-ci doivent être conservées dans le registre d'accès excède ce qui est nécessaire au regard de la finalité poursuivie.

B.35. Le grief est fondé en ce qu'il est pris de la violation de l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 5, paragraphe 1, e), du RGPD.

Il y a lieu d'annuler l'article 62, alinéa 3, de la loi du 7 mai 1999, tel qu'il a été inséré par l'article 41, 2°, de la loi du 30 juillet 2022. Il y a également lieu d'annuler l'article 41, 3°, de la loi du 30 juillet 2022.

B.36. La partie requérante demande qu'une question préjudicielle soit posée à la Cour de justice de l'Union européenne à propos de la compatibilité, avec plusieurs dispositions de droit européen, de l'obligation de conserver pendant une durée de dix ans les données inscrites dans le registre d'accès visé à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999.

Outre que, comme il est dit en B.29, la Cour de justice n'est pas compétente pour statuer à titre préjudiciel sur la compatibilité d'une mesure nationale avec le droit européen et que la question préjudicielle suggérée par la partie requérante ne pourrait relever de la compétence de la Cour de justice qu'à condition d'être lue comme portant en substance sur l'interprétation du droit européen, la réponse à cette question ne peut aboutir à une annulation plus étendue que celle qui est mentionnée en B.35. Par conséquent, cette question ne doit pas être posée.

Quant à la demande de maintien des effets

B.37. Les parties intervenantes demandent qu'en cas d'annulation, les effets des dispositions annulées soient maintenus pendant un délai de douze mois à compter de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêt de la Cour. Elles font valoir qu'une annulation non modulée aurait pour effet que les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV ne soient plus soumis à l'obligation d'effectuer les contrôles via le système EPIS.

B.38. Comme il est dit en B.2.4, c'est l'article 31 de la loi du 7 mai 2019, partiellement annulé par l'arrêt de la Cour n° 177/2021, précité, qui a rendu l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 applicable aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV et qui a ainsi rendu applicable à ces établissements les interdictions d'accès visées à l'article 54, §§ 3 et 4, de la loi du 7 mai 1999. Comme il est dit en B.4, c'est l'arrêt royal du 20 mars 2022 qui a étendu aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV le champ d'application des dispositions réglementaires relatives au système EPIS.

Il s'ensuit que, contrairement à ce que soutiennent les parties intervenantes, les annulations mentionnées en B.27 et en B.35 n'impliquent pas que les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV ne seraient plus tenus de contrôler via le système EPIS le respect des exclusions applicables prévues à l'article 54 de la loi du 7 mai 1999.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de maintenir les effets des dispositions annulées.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 41, 1° et 3°, de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II » et l'article 62, alinéa 3, de la loi du 7 mai 1999 « sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs », tel qu'il a été inséré par l'article 41, 2°, de la loi du 30 juillet 2022 précitée;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 23 novembre 2023.

Le greffier,

N. Dupont

Le président,

P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2023/48007]

Uittreksel uit arrest nr. 154/2023 van 23 november 2023

Rolnummer 7891

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 40 en 41 van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II », ingesteld door de nv « Derby ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters J. Moerman, M. Pâques, D. Pieters, W. Verrijdt en K. Jadin, bijgestaan door de griffier N. Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 november 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 16 november 2022, heeft de nv « Derby », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Joassart, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 40 en 41 van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 2022).

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderde de verzoekende partij eveneens de schorsing van dezelfde wetsbepalingen. Bij het arrest nr. 25/2023 van 9 februari 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.025), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 augustus 2023, tweede editie, heeft het Hof de vordering tot schorsing verworpen.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de artikelen 40 en 41 van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II » (hierna : de wet van 30 juli 2022). Die bepalingen wijzigen respectievelijk de artikelen 55 en 62 van de wet van 7 mei 1999 « op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers » (hierna : de wet van 7 mei 1999).

B.2.1. De wet van 7 mei 1999 is gebaseerd op het principe dat het exploiteren van kansspelen *a priori* verboden is, maar er wordt in uitzonderingen voorzien door een systeem van toelatingen in de vorm van de toekenning van vergunningen door de Kansspelcommissie (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-1992/001, pp. 3-4). De wetgever streeft onder meer een kanalisatiedoelstelling na die bestaat in het bestrijden van het illegale aanbod van kansspelen door een beperkt legaal aanbod van kansspelen toe te staan (*ibid.*, p. 4).

De bij de wet van 7 mei 1999 toegestane kansspelinrichtingen worden ingedeeld in vier categorieën (artikel 6, eerste lid, van die wet) : de kansspelinrichtingen klasse I of casino's (artikel 28), de kansspelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen (artikel 34), de kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden (artikel 39) en de kansspelinrichtingen klasse IV of « plaatsen uitsluitend bestemd voor het aannemen van weddenschappen » (artikel 43/4).

Luidens artikel 25 van de wet van 7 mei 1999 onderscheiden de vier categorieën van kansspelinrichtingen zich bovendien door het soort vergunning die is vereist voor de exploitatie ervan : een vergunning A is vereist om een casino te exploiteren (artikel 25, eerste lid, 1), een vergunning B is vereist om een speelautomatenhal te exploiteren (artikel 25, eerste lid, 2), een vergunning C is vereist om een drankgelegenheid te exploiteren (artikel 25, eerste lid, 3). De vergunning F1 (artikel 25, eerste lid, 6) staat de exploitatie van « de inrichting van weddenschappen » toe. De vergunning F2 (artikel 25, eerste lid, 7) staat « de aanneming van weddenschappen voor rekening van de houder van een vergunning klasse F1 » toe in een vaste of mobiele kansspelinrichting klasse IV en, buiten een dergelijke inrichting, door dagbladhandelaars en op renbanen onder de bij artikel 43/4, § 5, 1° en 2°, van de wet van 7 mei 1999 vastgestelde voorwaarden.

B.2.2. Artikel 54 van de wet van 7 mei 1999 betreft de verbodsbepalingen op toegang tot bepaalde kansspelinrichtingen en op deelname aan bepaalde kansspelen die van toepassing zijn wegens de leeftijd (artikel 54, § 1), die van toepassing zijn op magistraten, notarissen, deurwaarders en leden van de politiediensten buiten het kader van de uitoefening van hun functies (artikel 54, § 2, eerste lid) en die van toepassing zijn op personen die door de Kansspelcommissie zijn uitgesloten (artikel 54, §§ 3 en 4).

Sommige van die verbodsbepalingen, met name die welke van toepassing zijn op de door de Kansspelcommissie uitgesloten personen, betreffen enkel de kansspelen « waarvoor een registratieplicht geldt ».

B.2.3. Artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 voorziet in het instellen van een systeem van informatieverwerking betreffende de personen bedoeld in artikel 54 van dezelfde wet. Dat verwerkingssysteem is het EPIS-systeem (« *Excluded Persons Information System* »), dat werd ingevoerd bij het koninklijk besluit van 15 december 2004 « betreffende het instellen van een systeem van informatieverwerking voor spelers aan wie de toegang tot kansspelinrichtingen van klasse I en klasse II wordt ontzegd » (oorspronkelijk opschrift).

Vóór de wijziging ervan bij artikel 40 van de wet van 30 juli 2022, bepaalde artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 : « Bij de federale overheidsdienst Justitie wordt een systeem van informatieverwerking betreffende de personen bedoeld in artikel 54 ingesteld.

De doelstellingen van dit systeem zijn :

- 1° de kansspelcommissie in staat te stellen de bij deze wet toegekende opdrachten uit te oefenen;

2° de exploitanten en het personeel van de kansspelinrichtingen in staat te stellen de naleving te controleren van de ontzegging van toegang bedoeld in artikel 54.

Voor iedere persoon maakt de volgende informatie het voorwerp uit van een verwerking :

1° de naam en voornamen;

2° de geboorteplaats en -datum;

3° de nationaliteit;

4° het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij ontstentenis van dit nummer, het nummer toegekend krachtens het koninklijk besluit van 8 februari 1991 betreffende de samenstelling en de wijze van toekenning van het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

5° het beroep;

6° voorzover ze bestaat, de beslissing van ontzegging bedoeld in artikel 54, § 3 en § 4 uitgesproken door de kansspelcommissie, de datum en de motivering van deze beslissing.

Tegen betaling van een bijdrage, wordt een vaste on-line toegang tot alle categorieën van informatie bedoeld in het derde lid verleend aan de kansspelcommissie.

Bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bepaalt de Koning het bedrag van de in het vierde lid bedoelde bijdrage, de beheersregels van het systeem van informatieverwerking en de nadere regels inzake de informatieverwerking en de toegang tot het systeem ».

B.2.4. Bij artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 wordt aan bepaalde kansspelinrichtingen de verplichting opgelegd om een afschrift van het identiteitsbewijs te bewaren dat de speler moet voorleggen en een register bij te houden waarin bepaalde inlichtingen over de spelers worden vermeld.

Artikel 62 van de wet van 7 mei 1999, dat voordien enkel van toepassing was op de kansspelinrichtingen klasse I en II, werd ook van toepassing gemaakt op de vaste kansspelinrichtingen klasse IV bij artikel 31 van de wet van 7 mei 2019 « tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, en tot invoeging van artikel 37/1 in de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij » (hierna : de wet van 7 mei 2019).

Door de vaste kansspelinrichtingen klasse IV te onderwerpen aan de in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde registratieplicht, maakte artikel 31 van de wet van 7 mei 2019 de verbodsbepalingen inzake toegang bedoeld in artikel 54, §§ 3 en 4, van de wet van 7 mei 1999 eveneens van toepassing op die inrichtingen.

Zoals het werd gewijzigd bij artikel 31 van de wet van 7 mei 2019, bepaalde artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 :

« In aanvulling op het door artikel 54 bepaalde, is de toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen van de klassen I, II en tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV [...] slechts toegestaan wanneer de betrokken persoon een identiteitsbewijs voorlegt en de exploitant zijn volledige naam, voornamen, geboortedatum, geboorteplaats, beroep en adres in een register inschrijft.

De exploitant doet de betrokkene dat register ondertekenen.

Een afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, moet gedurende ten minste vijf jaar na zijn laatste deelneming aan een kansspel worden bewaard.

De Koning bepaalt de wijze waarop de spelers worden toegelaten en geregistreerd.

Hij bepaalt de voorwaarden inzake toegang tot de registers.

De commissie kan de vergunning klasse I, II of klasse IV voor de vaste kansspelinrichtingen intrekken zo dat register niet of onjuist wordt bijgehouden, alsook ingeval het register niet aan de overheden wordt medegedeeld, beschadigd raakt dan wel verdwijnt.

De Koning bepaalt de wijze waarop de spelers worden toegelaten en geregistreerd voor deelneming aan kansspelen via een elektronisch communicatienetwerk evenals de voorwaarden waaraan het register moet voldoen ».

B.3. Bij zijn arrest nr. 177/2021 van 9 december 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.177) heeft het Hof artikel 31 van de wet van 7 mei 2019 vernietigd, « enkel in zoverre het niet voorziet in een maximumtermijn voor het bewaren van de persoonsgegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 ' op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers ' bedoelde register zijn ingeschreven en in zoverre het niet voorziet in een maximumtermijn voor het bewaren van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt ».

B.4. Teneinde « de toepassings sfeer van het EPIS-systeem (*Excluded Persons Information System*) van de Kansspelcommissie uit te breiden naar de vaste kansspelinrichtingen klasse IV (wedkantoren) » (verslag aan de Koning, *Belgisch Staatsblad*, 28 maart 2022, tweede editie, p. 25478), nam de Koning het koninklijk besluit van 20 maart 2022 « tot wijziging van twee Koninklijke Besluiten van 15 december 2004 met betrekking tot het EPIS-systeem en het toegangsregister » (hierna : het koninklijk besluit van 20 maart 2022), dat, krachtens artikel 16 ervan, op 1 oktober 2022 in werking is getreden. Het koninklijk besluit van 20 maart 2022 wijzigt het opschrift en verschillende bepalingen van twee koninklijke besluiten : enerzijds, het koninklijk besluit - vermeld in B.2.3 - van 15 december 2004 « betreffende het instellen van een systeem van informatieverwerking voor spelers aan wie de toegang tot kansspelinrichtingen van klasse I, klasse II en tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV wordt ontzegd » (nieuw opschrift) en, anderzijds, het koninklijk besluit van 15 december 2004 « betreffende het toegangsregister in de speelzalen van kansspelinrichtingen van klasse I, II en de vaste kansspelinrichtingen klasse IV » (nieuw opschrift). Er werden daarna nog enkele bijkomende wijzigingen aan die twee koninklijke besluiten aangebracht bij het koninklijk besluit van 6 september 2022 « ter verbetering van drie materiële fouten van twee koninklijke besluiten van 15 december 2004 met betrekking tot het EPIS-systeem en het toegangsregister » (hierna : het koninklijk besluit van 6 september 2022), dat ook op 1 oktober 2022 in werking is getreden.

Zoals zij werden gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 maart 2022 en van 6 september 2022, bepalen de artikelen 1 en 5 van het koninklijk besluit van 15 december 2004 « betreffende het instellen van een systeem van informatieverwerking voor spelers aan wie de toegang tot kansspelinrichtingen van klasse I, klasse II en tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV wordt ontzegd » :

« Art. 1. Het systeem bedoeld in artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers draagt de naam EPIS, Excluded Persons Information System.

De personen die opgenomen zijn in [het] EPIS-informatiesysteem, moeten de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I, klasse II en de vaste kansspelinrichtingen klasse IV en de deelneming aan kansspelen worden geweigerd, overeenkomstig artikel 54, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

De Kansspelcommissie gebruikt het EPIS-informatiesysteem om bij te dragen tot de controle van de naleving van de ontzegging van toegang bedoeld in artikel 54 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers ».

« Art. 5. De exploitant van een kansspelinrichting klasse I, II of van de vaste kansspelinrichting klasse IV of een door hem aangestelde persoon, dient de naam, voornaam, geboortedatum evenals het rijksregisternummer, indien beschikbaar, van de speler in te voeren in EPIS voordat de speler de speelzaal kan betreden. Indien deze persoon is opgenomen in EPIS, verschijnt er ' ja ' op het scherm. In het andere geval ' neen '.

Met het oog op de registratie van de speler en van de consultatie van het EPIS-informatiesysteem, is de exploitant van een kansspelinrichting klasse I, II of van een vaste kansspelinrichting klasse IV, of een door hem aangestelde persoon, gemachtigd om het rijksregisternummer van de in het eerste lid bedoelde speler te vragen ».

Zoals het werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 maart 2022, bepaalt artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 december 2004 « betreffende het toegangsregister in de speelzalen van kansspelinrichtingen van klasse I, II en de vaste kansspelinrichtingen klasse IV » :

« De exploitant van een kansspelinrichting klasse I, II en van een vaste kansspelinrichting klasse IV, of een door hem aangewezen persoon, moet de identiteit controleren van iedere persoon die de speelzalen wenst te betreden.

Daartoe vraagt hij aan de klant om zijn identiteitskaart te tonen, of een stuk waaruit de identiteit blijkt.

Voordat de speler kan worden ingeschreven in het toegangsregister, moet de exploitant van de kansspelinrichting klasse I, II of van een vaste kansspelinrichting klasse IV, of een door hem aangewezen persoon, door middel van het systeem van informatieverwerking, bedoeld in artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, nagaan of de toegang tot die kansspelinrichting aan de speler niet is ontzegd, overeenkomstig de uitsluitingen bedoeld in artikel 54 van voornoemde wet ».

B.5.1. Het bestreden artikel 40 van de wet van 30 juli 2022 wijzigt artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 : (1) het voegt een nieuw lid in waarbij wordt gepreciseerd dat de Kansspelcommissie de verwerkingsverantwoordelijke is van het EPIS-systeem, (2) het brengt verschillende formele wijzigingen aan die verband houden met de invoeging van dat nieuwe lid en (3) het vervangt de verwijzing naar de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer door een verwijzing naar de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Het bestreden artikel 40 van de wet van 30 juli 2022 bepaalt :

« In artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 april 2003 en bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

' De commissie is de verwerkingsverantwoordelijke van het systeem van informatieverwerking bedoeld in het eerste lid. ';

2° in het vroegere vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden ' het derde lid ' vervangen door de woorden ' het vierde lid ';

3° in het vroegere vijfde lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden ' de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ' vervangen door de woorden ' de Gegevensbeschermingsautoriteit ' en worden de woorden ' het vierde lid ' vervangen door de woorden ' het vijfde lid ' ».

B.5.2. Het bestreden artikel 41 van de wet van 30 juli 2022 brengt de volgende wijzigingen aan in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 : (1) voortaan moet bij elk bezoek van de betrokken persoon een foto worden genomen en bewaard in het register, (2) er wordt gepreciseerd dat het register tot doel heeft de Kansspelcommissie in staat te stellen *a posteriori* na te gaan of de raadplegingen van het EPIS-systeem wel degelijk gedaan zijn en (3) de bewaartermijn van de persoonsgegevens die opgenomen zijn in het register en de maximumtermijn voor het bewaren van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt worden vastgesteld op tien jaar, te rekenen vanaf de laatste deelneming aan een kansspel door de betrokkene.

Het bestreden artikel 41 van de wet van 30 juli 2022 bepaalt :

« In artikel 62 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010 en bij artikel 31 van de wet van 7 mei 2019, zelf vernietigd onder bepaalde voorwaarden bij het arrest nr. 177/2021 van het Grondwettelijk Hof, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin : ' Bij elk bezoek van de betrokken persoon wordt een foto van die persoon genomen en bewaard in het register. ';

2° tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, luidende :

' De doelstelling van dit register is de commissie in staat te stellen *a posteriori* na te gaan of de raadplegingen van het systeem van informatieverwerking, bedoeld in artikel 55, wel degelijk gedaan zijn met betrekking tot de spelers die kansspelinrichtingen klasse I, II of een vaste kansspelinrichting klasse IV bezoeken.

De persoonsgegevens die opgenomen zijn in het register worden bewaard gedurende een termijn van tien jaar, te rekenen vanaf de laatste deelneming aan een kansspel door de betrokkene. ';

3° in het vroegere derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden ' gedurende ten minste vijf jaar ' vervangen door de woorden ' gedurende een termijn van maximum tien jaar ' ».

B.5.3. Bij ontstentenis van een andersluidende bepaling zijn de artikelen 40 en 41 van de wet van 30 juli 2022 in werking getreden tien dagen na de bekendmaking van die wet in het *Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 2022, namelijk op 18 augustus 2022, krachtens artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 « betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en in werking treden van wetten en verordeningen ».

Ten aanzien van het belang bij het beroep

B.6.1. De Ministerraad voert aan dat de verzoekende partij geen belang heeft bij het vorderen van de vernietiging van artikel 40 van de wet van 30 juli 2022.

B.6.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.6.3. De verzoekende partij toont niet aan in welke zin artikel 40 van de wet van 30 juli 2022, dat in artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 de in B.5.1 vermeldde wijzigingen aanbrengt, haar situatie rechtstreeks en ongunstig zou kunnen raken.

B.6.4. Het beroep tot vernietiging is onontvankelijk in zoverre het is gericht tegen artikel 40 van de wet van 30 juli 2022.

Ten aanzien van het enige middel

B.7. De verzoekende partij leidt een enig middel af uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 7 en 8 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met de artikelen 5, 6 en 9 van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 « betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) » (hierna : de AVG).

In het eerste onderdeel doet zij gelden dat het wettigheidsbeginsel, in zijn formele en materiële dimensie, niet in acht wordt genomen.

In het tweede onderdeel doet zij gelden dat het evenredigheidsbeginsel niet in acht wordt genomen.

B.8.1. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.8.2. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

B.8.3. De Grondwetgever heeft gestreefd naar een zo groot mogelijke concordantie tussen artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 997/5, p. 2).

De draagwijdte van dat artikel 8 is analoog aan die van de voormelde grondwetsbepaling, zodat de waarborgen die beide bepalingen bieden, een onlosmakelijk geheel vormen.

B.8.4. Het recht op eerbiediging van het privéleven, zoals gewaarborgd in de voormelde grondwets- en verdragsbepalingen, heeft als essentieel doel de personen te beschermen tegen inmengingen in hun privéleven.

Dat recht heeft een ruime draagwijdte en omvat, onder meer, de bescherming van persoonsgegevens en van persoonlijke informatie. Uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijkt dat, onder meer, de volgende gegevens en informatie betreffende personen vallen onder de bescherming van dat recht : de naam, het adres, de professionele activiteiten, de persoonlijke relaties, digitale vingerafdrukken, camerabeelden, foto's, communicatiegegevens, DNA-gegevens, gerechtelijke gegevens (veroordeling of verdenking), financiële gegevens, informatie over bezittingen en medische gegevens (zie onder meer EHRM, 26 maart 1987, *Leander t. Zweden*, ECLI:CE:ECHR:1987:0326JUD000924881, §§ 47-48; grote kamer, 4 december 2008, *S. en Marper t. Verenigd Koninkrijk*, ECLI:CE:ECHR:2008:1204JUD003056204, §§ 66-68; 17 december 2009, *B.B. t. Frankrijk*, ECLI:CE:ECHR:2009:1217JUD000533506, § 57; 10 februari 2011, *Dimitrov-Kazakov t. Bulgarije*, ECLI:CE:ECHR:2011:0210JUD001137903, §§ 29-31; 18 oktober 2011, *Khelili t. Zwitserland*, ECLI:CE:ECHR:2011:1018JUD001618807, §§ 55-57; 9 oktober 2012, *Alkaya t. Turkije*, ECLI:CE:ECHR:2012:1009JUD004281106, § 29; 18 april 2013, *M.K. t. Frankrijk*, ECLI:CE:ECHR:2013:0418JUD001952209, § 26; 18 september 2014, *Brunet t. Frankrijk*, ECLI:CE:ECHR:2014:0918JUD002101010, § 31; 13 oktober 2020, *Frâncu t. Roemenië*, ECLI:CE:ECHR:2020:1013JUD006935613, § 51).

B.8.5. Het recht op eerbiediging van het privéleven is evenwel niet absoluut. Artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens sluiten een overheidsinmenging in de uitoefening van dat recht niet uit, voor zover zij wordt toegestaan door een voldoende precieze wettelijke bepaling, zij beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte in een democratische samenleving en zij evenredig is met de daarmee nagestreefde wettelijke doelstelling.

De wetgever beschikt ter zake over een beoordelingsvrijheid. Die vrijheid is evenwel niet onbegrensd : opdat een wettelijke regeling verenigbaar is met het recht op eerbiediging van het privéleven, is vereist dat de wetgever een billijk evenwicht heeft ingesteld tussen alle rechten en belangen die in het geding zijn.

B.8.6. Binnen de werkingssfeer van het recht van de Europese Unie waarborgen artikel 22 van de Grondwet, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie analoge grondrechten (HvJ, grote kamer, 9 november 2010, C-92/09 en C-93/09, *Volker und Markus Schecke GbR e.a.*, ECLI:EU:C:2010:662), terwijl artikel 8 van dat Handvest specifiek de rechtsbescherming van persoonsgegevens beoogt.

De bestaanbaarheid van een wetkrachtige bepaling met de artikelen 7 en 8 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, in samenhang gelezen met artikel 22 van de Grondwet, kan slechts door het Hof worden onderzocht in zoverre de bestreden bepaling het Unierecht ten uitvoer brengt (HvJ, grote kamer, 26 februari 2013, C-617/10, *Åklagaren*, ECLI:EU:C:2013:105, punten 17 e.v.).

Te dezen dient rekening te worden gehouden met de AVG.

Aangezien de bestreden bepaling betrekking heeft op de verwerking van persoonsgegevens die onder het toepassingsgebied van de AVG vallen, dienen de artikelen 7 en 8 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie in samenhang te worden gelezen met artikel 22 van de Grondwet.

B.8.7. De in de artikelen 7 en 8 van het Handvest verankerde grondrechten hebben evenmin een absolute gelding (HvJ, grote kamer, 16 juli 2020, C-311/18, *Data Protection Commissioner*, ECLI:EU:C:2020:559, punt 172).

Overeenkomstig artikel 52, lid 1, eerste volzin, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie moeten beperkingen op de uitoefening van de daarin erkende rechten en vrijheden, waaronder met name het door artikel 7 gewaarborgde recht op eerbiediging van het privéleven en het in artikel 8 ervan neergelegde recht op bescherming van persoonsgegevens, bij wet worden gesteld, de wezenlijke inhoud van die rechten eerbiedigen en, met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel, noodzakelijk zijn en daadwerkelijk beantwoorden aan een doelstelling van algemeen belang of aan de eisen van de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen (HvJ, grote kamer, 6 oktober 2020, C-623/17, *Privacy International*, ECLI:EU:C:2020:790, punt 64).

B.8.8. Bij artikel 22 van de Grondwet wordt aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehouden om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven. Het waarborgt aldus aan elke burger dat geen inmenging in de uitoefening van dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel, voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

Bijgevolg moeten de essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens in de wetskrachtige norm zelf worden vastgelegd. In dat verband maken de volgende elementen, ongeacht de aard van de betrokken aanleggenheid, in beginsel essentiële elementen uit : (1°) de categorie van verwerkte gegevens; (2°) de categorie van betrokken personen; (3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; (4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens en (5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.

B.8.9. Naast het formele wettigheidsvereiste legt artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 7, 8 en 52 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, de verplichting op dat de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en in het recht op bescherming van persoonsgegevens in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen wordt geformuleerd die het mogelijk maken de hypothesen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven toestaat.

Inzake de bescherming van de persoonsgegevens impliceert dat vereiste van voorzienbaarheid dat voldoende precies moet worden bepaald in welke omstandigheden de verwerkingen van persoonsgegevens zijn toegelaten (EHRM, grote kamer, 4 mei 2000, *Rotaru t. Roemenië*, ECLI:CE:ECHR:2000:0504JUD002834195, § 57; grote kamer, 4 december 2008, *S. en Marper t. Verenigd Koninkrijk*, reeds aangehaald, § 99). Het vereiste dat de beperking bij wet dient te worden ingesteld, houdt met name in dat de rechtsgrond die de inmenging in die rechten toestaat, zelf de reikwijdte van de beperking op de uitoefening van het betrokken recht moet bepalen (HvJ, 6 oktober 2020, C-623/17, *Privacy International*, ECLI:EU:C:2020:790, punt 65).

Derhalve moet eenieder een voldoende duidelijk beeld kunnen hebben van de verwerkte gegevens, de bij een bepaalde gegevensverwerking betrokken personen en de voorwaarden voor en de doeleinden van de verwerking.

B.8.10. Artikel 5 van de AVG, met als opschrift « Beginselen inzake verwerking van persoonsgegevens », bepaalt :

« 1. Persoonsgegevens moeten :

a) worden verwerkt op een wijze die ten aanzien van de betrokkene rechtmatig, behoorlijk en transparant is (' rechtmatigheid, behoorlijkheid en transparantie ');

b) voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden worden verzameld en mogen vervolgens niet verder op een met die doeleinden onverenigbare wijze worden verwerkt; de verdere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden wordt overeenkomstig artikel 89, lid 1, niet als onverenigbaar met de oorspronkelijke doeleinden beschouwd (' doelbinding ');

c) toereikend zijn, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt (' minimale gegevensverwerking ');

d) juist zijn en zo nodig worden geactualiseerd; alle redelijke maatregelen moeten worden genomen om de persoonsgegevens die, gelet op de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, onjuist zijn, onverwijld te wissen of te rectificeren (' juistheid ');

e) worden bewaard in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen niet langer te identificeren dan voor de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt noodzakelijk is; persoonsgegevens mogen voor langere perioden worden opgeslagen voor zover de persoonsgegevens louter met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden worden verwerkt overeenkomstig artikel 89, lid 1, mits de bij deze verordening vereiste passende technische en organisatorische maatregelen worden getroffen om de rechten en vrijheden van de betrokkene te beschermen (' opslagbeperking ');

f) door het nemen van passende technische of organisatorische maatregelen op een dusdanige manier worden verwerkt dat een passende beveiliging ervan gewaarborgd is, en dat zij onder meer beschermd zijn tegen ongeoorloofde of onrechtmatige verwerking en tegen onopzettelijk verlies, vernietiging of beschadiging (' integriteit en vertrouwelijkheid ').

2. De verwerkingsverantwoordelijke is verantwoordelijk voor de naleving van lid 1 en kan deze aantonen (' verantwoordingsplicht '). ».

B.8.11. Artikel 6 van de AVG heeft betrekking op het vereiste van rechtmatigheid van de verwerking.

B.8.12. Artikel 9 van de AVG heeft betrekking op de verwerking van bijzondere categorieën van persoonsgegevens, waaronder biometrische gegevens. Die laatste worden in artikel 4, 14), van de AVG gedefinieerd als « persoonsgegevens die het resultaat zijn van een specifieke technische verwerking met betrekking tot de fysieke, fysiologische of gedragsgerelateerde kenmerken van een natuurlijke persoon op grond waarvan eenduidige identificatie van die natuurlijke persoon mogelijk is of wordt bevestigd, zoals gezichtsafbeeldingen of vingerafdrukgegevens ».

B.9. De grieven van de verzoekende partij hebben betrekking op de volgende aspecten :

- het doeleinde van het nemen van een foto van de speler en van de bewaring ervan in het toegangsregister (B.10-B.15);

- de aan de Koning verleende machtigingen en het niet bepalen van verschillende elementen met betrekking tot het EPIS-systeem en het toegangsregister (B.16-B.18);

- het bepalen van de personen wier foto moet worden genomen en bewaard in het toegangsregister (B.19-B.21);

- de evenredigheid van het nemen van een foto van de speler en van de bewaring ervan in het toegangsregister (B.22-B.29);

- de bewaringstermijn van de in het toegangsregister ingeschreven persoonsgegevens en de bewaringstermijn van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt (B.30-B.36).

Wat betreft het doeleinde van het nemen van een foto van de speler en van de bewaring ervan in het toegangsregister

B.10. De verzoekende partij doet gelden dat artikel 41 van de wet van 30 juli 2022 het wettigheidsbeginsel schendt, in zoverre de foto's van de spelers die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister worden bewaard, door de politie kunnen worden gebruikt in het kader van onderzoeken die geen verband vertonen met de naleving van de kansspelwetgeving, zonder dat de bestreden bepaling dat politiedoeleinde verduidelijkt en omlijnt.

B.11. De artikelen 54, 55 en 62 van de wet van 7 mei 1999, die in onderlinge samenhang moeten worden gelezen, maken deel uit van de in hoofdstuk VI van die wet bedoelde « maatregelen ter bescherming van spelers en gokkers ».

Zoals in B.2.2 is vermeld, stelt artikel 54 van de wet van 7 mei 1999 de verbodsbepalingen op toegang tot bepaalde kansspelinrichtingen en op deelname aan bepaalde kansspelen vast die van toepassing zijn wegens de leeftijd (artikel 54, § 1), wegens het beroep (artikel 54, § 2, eerste lid) en ingevolge een beslissing tot uitsluiting die door de Kansspelcommissie is genomen (artikel 54, §§ 3 en 4).

Artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 voorziet in het instellen van een systeem van informatieverwerking betreffende de in artikel 54 bedoelde personen, dat, zoals in B.2.3 is vermeld, het EPIS-systeem is. Volgens artikel 55, derde lid, van de wet van 7 mei 1999 bestaan de doelstellingen van het EPIS-systeem erin, enerzijds, de Kansspelcommissie in staat te stellen de bij de wet van 7 mei 1999 toegekende opdrachten uit te oefenen, en, anderzijds, de exploitanten en het personeel van de kansspelinrichtingen in staat te stellen de naleving te controleren van de ontzegging van toegang bedoeld in artikel 54.

Bij artikel 62 van de wet van 7 mei 1999, waarvan het eerste lid preciseert dat het gaat om een bepaling die artikel 54 aanvult, wordt aan de kansspelinrichtingen klasse I en II en aan de vaste kansspelinrichtingen klasse IV de verplichting opgelegd om een afschrift van het identiteitsbewijs te bewaren dat de speler moet voorleggen en een register bij te houden waarin bepaalde inlichtingen over de spelers, waaronder voortaan de foto van de speler, worden vermeld.

B.12. Bij zijn voormelde arrest nr. 177/2021 heeft het Hof geoordeeld :

« B.53.4. De doeleinden van de identiteitscontrole en de doeleinden van de registratie van de desbetreffende persoonsgegevens en bewaring van een afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, alsook de personen die gemachtigd zijn om toegang te hebben tot die informatie, worden voldoende bepaald door de gecombineerde lezing van de artikelen 54, 55 en 62 van de wet van 7 mei 1999, gelezen in het licht van de in B.52 aangehaalde parlementaire voorbereiding. Het betreft, enerzijds, de exploitanten en het personeel van de betrokken kansspelinrichtingen teneinde de naleving te controleren van de ontzegging van toegang bedoeld in artikel 54 van de wet van 7 mei 1999 en, anderzijds, de Kansspelcommissie teneinde de opdrachten uit te oefenen die haar worden toegekend bij de wet van 7 mei 1999. Tot die opdrachten behoort inzonderheid, krachtens de artikelen 15/2, § 1, en 15/3 van de wet van 7 mei 1999, het toezicht op de naleving van diezelfde wet en de uitvoeringsbesluiten ervan. De registratie van de persoonsgegevens en bewaring van een afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, laat toe dat de Kansspelcommissie nagaat wie toegang heeft gekregen tot de desbetreffende kansspelinrichtingen en derhalve controleert of die inrichtingen de overeenkomstig artikel 54 van de wet van 7 mei 1999 geldende toegangsverboden naleven. In dat verband bepaalt artikel 62, zesde lid, van de wet van 7 mei 1999 eveneens dat de Kansspelcommissie ' de vergunning klasse I, II of klasse IV voor de vaste kansspelinrichtingen [kan] intrekken zo dat register niet of onjuist wordt bijgehouden, alsook ingeval het register niet aan de overheden wordt medegedeeld, beschadigd raakt dan wel verdwijnt ' ».

B.13. De doelstelling van het toegangsregister wordt voortaan uitdrukkelijk vermeld in het nieuwe tweede lid van artikel 62 van de wet van 7 mei 1999, zoals ingevoegd bij artikel 41, 2°, van de wet van 30 juli 2022. Het is de bedoeling de Kansspelcommissie in staat te stellen *a posteriori* na te gaan of de raadplegingen van het EPIS-systeem wel degelijk zijn gedaan met betrekking tot de spelers die kansspelinrichtingen klasse I en II en vaste kansspelinrichtingen klasse IV bezoeken.

B.14. De bestreden bepaling voorziet niet erin dat de in het toegangsregister bewaarde gegevens, waaronder de foto, kunnen worden gebruikt met het oog op de opsporing en de vervolging van misdrijven die geen verband vertonen met de naleving van de kansspelwetgeving. Zonder dat het noodzakelijk is te bepalen of de raadpleging van het toegangsregister voor dergelijke doeleinden kan worden toegestaan op grond van andere bepalingen, met name die van het Wetboek van strafvordering, dient te worden vastgesteld dat de daaruit volgende inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en in het recht op bescherming van persoonsgegevens, zou voortvloeien uit die andere bepalingen, en niet uit de bestreden bepaling.

B.15. De grief is niet gegrond.

Wat betreft de aan de Koning verleende machtigingen en het niet bepalen van verschillende elementen met betrekking tot het EPIS-systeem en het toegangsregister

B.16. De verzoekende partij doet gelden dat de bestreden bepaling het wettigheidsbeginsel schendt, in zoverre zij, enerzijds, met betrekking tot het EPIS-systeem, noch de categorieën van personen die toegang hebben tot de gegevens, noch de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens bepaalt, en, anderzijds, met betrekking tot het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister, noch de categorieën van personen die toegang hebben tot de gegevens, noch de verwerkingsverantwoordelijke identificeert. De verzoekende partij bekritiseert ook de machtigingen die bij de artikelen 55, laatste lid, en 62, zesde en zevende lid, van de wet van 7 mei 1999 aan de Koning zijn verleend.

B.17. Zoals de Ministerraad doet gelden, zijn de grieven van de verzoekende partij in werkelijkheid gericht tegen de artikelen 55 en 62 van de wet van 7 mei 1999 zoals zij reeds bestonden vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepaling.

B.18. De grieven staan los van de bestreden bepaling en zijn derhalve onontvankelijk.

Wat betreft het bepalen van de personen wier foto moet worden genomen en bewaard in het toegangsregister

B.19. In haar memorie van antwoord doet de verzoekende partij gelden dat de in artikel 41, 1°, van de wet van 30 juli 2022 gehanteerde bewoordingen « betrokken persoon » onvoldoende duidelijk en nauwkeurig zijn om de personen te bepalen wier foto moet worden genomen en bewaard in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister. Volgens haar volgt daaruit dat de bestreden bepaling het wettigheidsbeginsel, dat wordt gewaarborgd door de in het middel bedoelde bepalingen, en het beginsel van de wettigheid van de strafbaarstellingen, dat wordt gewaarborgd door artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, schendt.

B.20. Het staat niet aan de verzoekende partij in haar memorie van antwoord het middel van het beroep, zoals door haarzelf omschreven in het verzoekschrift, te wijzigen. Een bezwaar dat, zoals te dezen, in een memorie van antwoord wordt aangebracht maar dat verschilt van datgene dat in het verzoekschrift is geformuleerd, is dan ook een nieuw middel en is onontvankelijk.

B.21. De grief is onontvankelijk.

Wat betreft de evenredigheid van het nemen van een foto van de speler en van de bewaring ervan in het toegangsregister

B.22. De verzoekende partij doet gelden dat artikel 41 van de wet van 30 juli 2022 een onevenredige inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en in het recht op bescherming van persoonsgegevens met zich meebrengt, in zoverre het de verplichting oplegt dat een foto van de speler moet worden genomen bij elk bezoek en moet worden bewaard in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister.

B.23. Bij zijn voormelde arrest nr. 177/2021 heeft het Hof, toen het een middel heeft onderzocht dat was gericht tegen de uitbreiding van het toepassingsgebied van artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV, geoordeeld, dat de identiteitscontrole van de speler door de exploitant en de registratie van de volledige naam, van de voornamen, van de geboortedatum, van de geboorteplaats, van het beroep en van het adres van de speler evenredige maatregelen uitmaken :

« B.55.2. Het is niet onevenredig om de in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde verplichtingen inzake identiteitscontrole en bewaring van persoonsgegevens uit te breiden tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV, aangezien de wetgever ook de toegang tot die inrichtingen heeft willen verbieden voor de personen die door de Kansspelcommissie zijn uitgesloten op grond van artikel 54, §§ 3 en 4, van de wet van 7 mei 1999, gelet op de in B.28.1 beschreven toename van de risico's in verband met die inrichtingen. Bij ontstentenis van identificatie van de spelers en de daarmee gepaard gaande mogelijkheid om te verifiëren of de betrokken persoon is opgenomen in het in artikel 55

van de wet van 7 mei 1999 bedoelde en in B.47.3 vermelde EPIS-systeem, zouden het verbod en de ontzegging van toegang waarin artikel 54 van de wet van 7 mei 1999 voorziet, weinig praktisch effect hebben. Zoals is vermeld in B.53.4, maakt de registratie van de desbetreffende persoonsgegevens het mogelijk voor de Kansspelcommissie om toezicht uit te oefenen op de naleving van de wet van 7 mei 1999 en de uitvoeringsbesluiten ervan, in het bijzonder artikel 54 van diezelfde wet.

[...]

Ten slotte zijn de persoonsgegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde register moeten worden ingeschreven, pertinent en noodzakelijk ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen. Die persoonsgegevens laten immers toe om na te gaan of de betrokken persoon was opgenomen in het in B.47.3 vermelde EPIS-systeem en aldus de toegang tot de kansspelinrichting diende te worden ontzegd ».

B.24.1. Bij artikel 41, 1^o, van de wet van 30 juli 2022 wordt de foto toegevoegd aan de lijst met de gegevens over de spelers die moeten worden bewaard in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister.

In de memorie van toelichting bij het ontwerp dat aan de oorsprong ligt van de wet van 30 juli 2022, wordt vermeld :

« Artikel 62, eerste lid, van de kansspelwet bepaalt de lijst van de persoonsgegevens die verplicht moeten worden opgenomen in het toegangsregister in de kansspelinrichtingen van de klassen I, II en in de vaste kansspelinrichtingen klasse IV. De foto van de spelers wordt aan de lijst toegevoegd. De foto van de speler is immers vereist om enige identiteitsfraude te voorkomen.

Naar aanleiding van het advies van de Raad van State nr. 71 320/1-2-3-4, kunnen de volgende verduidelijkingen worden aangebracht :

Overeenkomstig art. 62 moet de exploitant een register bijhouden, en moet de speler een identiteitsbewijs voorleggen. Nadien moet de speler het register ondertekenen.

Omdat de ondertekening van dat register in het verleden als omslachtig, tijdrovend en papier verspillend werd ervaren door de exploitanten, werd [zij] destijds vervangen door een foto.

Een identiteitsbewijs moet een naam, familienaam, geboortedatum, foto en handtekening bevatten om de identiteit van de persoon met zekerheid te kunnen verifiëren. Op het ogenblik dat er zich een speler aandient, moet de uitbater visueel kunnen verifiëren of de persoon die zich aandient, dezelfde persoon is als op de foto van het identiteitsbewijs. Het doel is dus fraude met identiteitsbewijzen te voorkomen, allereerst met het oog op de bescherming van de spelers. Een van de redenen waarom een speler zich met een vals identiteitsbewijs zou presenteren, is immers dat hij uitgesloten is en op die manier toegang tot kansspelen probeert te krijgen.

Indien een uitgesloten speler zich zou aandienen met een vals identiteitsbewijs, dan kan de Kansspelcommissie dit nadien enkel controleren op basis van de handtekening of de foto. Deze mogelijkheid tot controle is nodig om na te gaan of de exploitanten hun wettelijke verplichtingen correct nakomen. Op vandaag bestaan mogelijkheden om digitaal te tekenen, hetgeen in het verleden niet het geval was. Een handtekening via touchscreen is echter verre van betrouwbaar (dit is meestal gewoon een onleesbare krabbel). Een foto is in dat geval veel makkelijker te controleren.

Er zij op gewezen dat modernisering en digitalisering van de procedures, zowel in de echte wereld als online, noodzakelijk zijn op het gebied van kansspelen, maar deze moeten worden bestudeerd en ontwikkeld met inachtneming van de bestaande regels, met name die inzake gegevensbescherming. In de tussentijd wordt het bestaande systeem gehandhaafd » (*Parl. St.*, Kamer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 50).

Tijdens de bespreking in de commissie heeft de bevoegde minister gepreciseerd :

« er [wordt] al jaren een foto van de speler [...] genomen. Hierdoor kan de Kansspelcommissie achteraf nagaan of de operator zijn verplichting al dan niet is nagekomen. Dat is duidelijk geen ideale oplossing, en de minister kan zich dan ook grotendeels vinden in de opmerkingen ter zake van de Raad van State en de GBA. Een dergelijke controle zou via betere en minder intrusieve technologieën moeten kunnen worden uitgevoerd. De minister heeft al beloofd zo snel mogelijk andere, evenredigere technieken, zoals de elektronische handtekening of Itsme, te willen onderzoeken. In afwachting van een betere oplossing zal de huidige gang van zaken niet worden verboden » (*Parl. St.*, Kamer, 2021-2022, DOC 55-2774/004, p. 28).

B.24.2. Uit het voorgaande blijkt dat de bestreden bepaling past in het kader van het doel om de spelers te beschermen dat bij de artikelen 54, 55 en 62 van de wet van 7 mei 1999 gezamenlijk wordt nagestreefd. Meer bepaald heeft de toevoeging van de foto aan de lijst met gegevens die moeten worden bewaard in het toegangsregister, waarvan de doelstelling erin bestaat de Kansspelcommissie in staat te stellen *a posteriori* na te gaan of de raadplegingen van het EPIS-systeem wel degelijk hebben plaatsgevonden, tot doel identiteitsfraude tegen te gaan waaraan bepaalde uitgesloten spelers die zouden proberen te spelen, zich schuldig zouden kunnen maken.

B.25. Verschillende andere maatregelen dragen bij tot het verminderen van het risico op identiteitsfraude door een uitgesloten speler.

Enerzijds dient de betrokken persoon een identiteitsbewijs voor te leggen, waarvan een afschrift moet worden bewaard in het toegangsregister (artikel 62, vijfde lid, van de wet van 7 mei 1999 en artikel 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 december 2004 « betreffende het toegangsregister in de speelzalen van kansspelinrichtingen van klasse I, II en de vaste kansspelinrichtingen klasse IV »). Er wordt bepaald dat « de exploitant of de door hem aangewezen persoon [...] de foto alsook [de] datum van de geldigheid van de identiteitskaart [nagaat] » (artikel 5, derde lid, van dat koninklijk besluit).

Anderzijds dient de exploitant de betrokkene het toegangsregister te doen ondertekenen (artikel 62, vierde lid, van de wet van 7 mei 1999), met dien verstande dat het gebruik van een elektronische handtekening door middel van de elektronische identiteitskaart is toegestaan.

B.26. Ten aanzien van het in B.24.2 vermelde doel, en rekening houdend met de andere maatregelen die bijdragen tot het verminderen van het risico op identiteitsfraude door een uitgesloten speler, is het onevenredig om de verplichting op te leggen dat van alle spelers die kansspelinrichtingen klasse I en II en vaste kansspelinrichtingen klasse IV bezoeken, dat de foto moet worden genomen bij elk bezoek en moet worden bewaard in het toegangsregister. De bestreden bepaling brengt geen billijk evenwicht tot stand tussen, enerzijds, de bescherming van de uitgesloten spelers en, anderzijds, het recht op eerbieding van het privéleven en het recht op bescherming van persoonsgegevens van alle personen die niet zijn uitgesloten en die de betrokken kansspelinrichtingen bezoeken.

B.27. De grief is gegrond in zoverre zij is afgeleid uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 7 en 8 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 5, lid 1, c), van de AVG.

Artikel 41, 1^o, van de wet van 30 juli 2022 dient te worden vernietigd.

B.28. Aangezien zulks niet kan leiden tot een ruimere vernietiging dan die welke in B.27 is vermeld, dient noch te worden onderzocht of de foto, te dezen, een biometrisch gegeven uitmaakt, noch aan het Hof van Justitie van de Europese Unie de prejudiciële vraag te worden gesteld die door de verzoekende partij in dat verband is gesuggereerd.

B.29. De verzoekende partij vraagt eveneens dat twee prejudiciële vragen worden gesteld aan het Hof van Justitie over de bestaanbaarheid, met verschillende Europeesrechtelijke bepalingen, van de verplichting om het toegangsregister bij te houden, waarin in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 is voorzien.

Naast het feit dat het Hof van Justitie niet bevoegd is om bij wijze van prejudiciële beslissing uitspraak te doen over de verenigbaarheid van een nationale maatregel met het Europese recht en dat de door de verzoekende partij gesuggereerde prejudiciële vragen enkel tot de bevoegdheid van het Hof van Justitie zouden kunnen behoren op voorwaarde dat zij in die zin worden gelezen dat zij in wezen betrekking hebben op de interpretatie van het Europese recht (HvJ, 30 april 2020, C-184/19, *Hecta Viticol SRL*, ECLI:EU:C:2020:337, punt 30; 21 juli 2011, C-2/10, *Azienda Agro-Zootecnica Franchini Sarl en Eolica di Altamura SRL*, ECLI:EU:C:2011:502, punt 35), kan het antwoord op die vragen geen weerslag hebben op de uitkomst van het voorliggende beroep. Enerzijds, wat betreft de verplichting om het toegangsregister bij te houden en de verplichting om de andere gegevens dan de foto erin te registreren, dient te worden vastgesteld dat die verplichtingen voortvloeien uit bepalingen die dateren van vóór de wet van 30 juli 2022. Anderzijds, wat betreft de verplichting om de foto van de speler te nemen en te bewaren, kan het antwoord op de door de verzoekende partij gesuggereerde prejudiciële vragen niet leiden tot een ruimere vernietiging dan die welke in B.27 is vermeld.

De twee door de verzoekende partij gesuggereerde prejudiciële vragen dienen bijgevolg niet te worden gesteld.

Wat betreft de bewaringstermijn van de in het toegangsregister ingeschreven persoonsgegevens en de bewaringstermijn van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt

B.30. De verzoekende partij doet gelden dat artikel 41, 2° en 3°, van de wet van 30 juli 2022 een onevenredige inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en in het recht op bescherming van persoonsgegevens met zich meebrengt, in zoverre het bepaalt dat de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister zijn geregistreerd en van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, tien jaar bedraagt vanaf de laatste deelneming aan een kansspel door de betrokkene.

B.31. Bij zijn voormelde arrest nr. 177/2021 heeft het Hof, toen het een middel heeft onderzocht dat was gericht tegen de uitbreiding van het toepassingsgebied van artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV, geoordeeld dat het niet vaststellen, door de wetgever, van de maximumtermijn voor het bewaren van de persoonsgegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister zijn ingeschreven en van de maximumtermijn voor het bewaren van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, artikel 22 van de Grondwet schond :

« B.53.5. De bestreden bepaling [artikel 31 van de wet van 7 mei 2019] voorziet evenwel niet in enige maximumtermijn voor het bewaren van de persoonsgegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde register zijn ingeschreven. Bovendien voorziet zij niet in enige maximumtermijn voor het bewaren van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, aangezien artikel 62, derde lid, van de wet van 7 mei 1999 enkel voorziet in een minimumtermijn van bewaring van vijf jaar na de laatste deelneming van de speler aan een kansspel.

B.54. Artikel 31 van de wet van 7 mei 2019 schendt artikel 22 van de Grondwet in zoverre het niet voorziet in een maximumtermijn voor het bewaren van de persoonsgegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde register zijn ingeschreven en in zoverre het niet voorziet in een maximumtermijn voor het bewaren van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt ».

Het Hof heeft artikel 31 van de wet van 7 mei 2019 bijgevolg vernietigd, « enkel in zoverre het niet voorziet in een maximumtermijn voor het bewaren van de persoonsgegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 ' op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers ' bedoelde register zijn ingeschreven en in zoverre het niet voorziet in een maximumtermijn voor het bewaren van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt ».

B.32. Ingevolge dat arrest is de wetgever opgetreden door artikel 41, 2° en 3°, van de wet van 30 juli 2022 aan te nemen. Artikel 62, derde lid, van de wet van 7 mei 1999, zoals ingevoegd bij artikel 41, 2°, van de wet van 30 juli 2022, en artikel 62, vijfde lid, van de wet van 7 mei 1999, zoals gewijzigd bij artikel 41, 3°, van de wet van 30 juli 2022, voorzien respectievelijk erin dat de termijn voor het bewaren van de in het toegangsregister opgenomen persoonsgegevens en de maximumtermijn voor het bewaren van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van het speler blijkt, tien jaar bedragen vanaf de laatste deelneming aan een kansspel door de betrokkene.

Volgens de parlementaire voorbereiding is de in de bestreden bepaling bedoelde bewaringstermijn ingegeven door een bekommernis om harmonisatie met de bewaringstermijn van tien jaar die is bedoeld in artikel 60 van de wet van 18 september 2017 « tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten » (hierna : de wet van 18 september 2017) :

« De maximumduur inzake bewaring van de gegevens enerzijds en van de kopie van het stuk dat gediend heeft tot de identificatie van de speler anderzijds, wordt vastgesteld op 10 jaar. Zo wordt de bewaartermijn gelijk gebracht en wordt hiermee aan de wettelijke bewaartermijnen voldaan die voorzien zijn in artikel 60 van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten » (*Parl. St.*, Kamer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, p. 51).

B.33. De evenredigheid van de bewaringstermijn moet worden beoordeeld ten aanzien van het doeleinde waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt.

Te dezen, zoals in B.13 is vermeld, heeft het bewaren, in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister, van persoonsgegevens over de speler en van het afschrift van het stuk waaruit de identiteit van die speler blijkt, tot doel de Kansspelcommissie in staat te stellen *a posteriori* na te gaan of de raadplegingen van het EPIS-systeem wel degelijk zijn gedaan met betrekking tot de spelers die kansspelinrichtingen klasse I en II en vaste kansspelinrichtingen klasse IV bezoeken.

Het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister heeft niet tot doel witwassen te bestrijden. Het doel van de bestrijding van witwassen wordt nagestreefd met de verplichtingen - die niet identiek zijn aan die welke zijn bedoeld in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 - die aan de exploitanten van kansspelen, als « onderworpen entiteiten », worden opgelegd bij de wet van 18 september 2017 (zie met name de artikelen 21, 26, 27 en 60 van die wet).

Daaruit volgt dat de harmonisatie die wordt beoogd met de in artikel 60 van de wet van 18 september 2017 bedoelde bewaringstermijn, een bewaringstermijn van tien jaar voor wat betreft het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister niet redelijk kan verantwoorden.

B.34. De inbreuken op de artikelen 54 en 62 van de wet van 7 mei 1999 kunnen worden bestraft met een gevangenisstraf van één maand tot drie jaar en/of met een strafrechtelijke geldboete van 26 euro tot 25 000 euro, te vermeerderen met de opdecimen (artikel 64 van de wet van 7 mei 1999). Aangezien die inbreuken ook worden bestraft

met een correctionele straf en bijgevolg wanbedrijven uitmaken, bedraagt de toepasselijke verjaringstermijn vijf jaar (artikel 21, eerste lid, 4^o, van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering). Als alternatieve sanctie kunnen de inbreuken op de artikelen 54 en 62 van de wet van 7 mei 1999 worden bestraft met een administratieve geldboete (artikel 15/3 van de wet van 7 mei 1999); in dat geval bedraagt de toepasselijke verjaringstermijn eveneens vijf jaar (artikel 15/3, § 5, van de wet van 7 mei 1999).

Aangezien het toegangsregister tot doel heeft de Kansspelcommissie in staat te stellen de correcte toepassing van het EPIS-systeem na te gaan en aangezien de wetgever erin heeft bepaald dat de inbreuken op de artikelen 54 en 62 van de wet van 7 mei 1999 verjaren na vijf jaar, gaat de termijn van tien jaar gedurende welke de persoonsgegevens met betrekking tot de speler en het afschrift van het stuk waaruit diens identiteit blijkt, in het toegangsregister moeten worden bewaard, verder dan wat noodzakelijk is ten aanzien van het nagestreefde doel.

B.35. De grief is gegrond in zoverre zij is afgeleid uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 7 en 8 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 5, lid 1, e), van de AVG.

Artikel 62, derde lid, van de wet van 7 mei 1999, zoals ingevoegd bij artikel 41, 2^o, van de wet van 30 juli 2022, dient te worden vernietigd. Artikel 41, 3^o, van de wet van 30 juli 2022 dient eveneens te worden vernietigd.

B.36. De verzoekende partij vraagt dat aan het Hof van Justitie van de Europese Unie een prejudiciële vraag wordt gesteld over de bestaanbaarheid, met verschillende Europeesrechtelijke bepalingen, van de verplichting om de gegevens die in het in artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toegangsregister zijn opgenomen, te bewaren gedurende een termijn van tien jaar.

Naast het feit dat, zoals in B.29 is vermeld, het Hof van Justitie niet bevoegd is om bij wijze van prejudiciële beslissing uitspraak te doen over de verenigbaarheid van een nationale maatregel met het Europese recht en aangezien de door de verzoekende partij gesuggereerde prejudiciële vraag enkel tot de bevoegdheid van het Hof van Justitie zou kunnen behoren op voorwaarde dat zij in die zin wordt gelezen dat zij in wezen betrekking heeft op de interpretatie van het Europese recht, kan het antwoord op die vraag niet leiden tot een ruimere vernietiging dan die welke in B.35 is vermeld. Bijgevolg dient die vraag niet te worden gesteld.

Ten aanzien van het verzoek tot handhaving van de gevolgen

B.37. De tussenkomenende partijen vragen dat, in geval van een vernietiging, de gevolgen van de vernietigde bepalingen worden gehandhaafd gedurende een termijn van twaalf maanden vanaf de bekendmaking van het arrest van het Hof in het *Belgisch Staatsblad*. Zij doen gelden dat een niet-gemoduleerde vernietiging tot gevolg zou hebben dat de vaste kansspelinrichtingen klasse IV niet langer worden onderworpen aan de verplichting om de controles uit te voeren via het EPIS-systeem.

B.38. Zoals in B.2.4 is vermeld, is het artikel 31 van de wet van 7 mei 2019 - gedeeltelijk vernietigd bij het voormelde arrest van het Hof nr. 177/2021 - dat artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 van toepassing heeft gemaakt op de vaste kansspelinrichtingen klasse IV en dat aldus de verbodsbepalingen inzake toegang bedoeld in artikel 54, §§ 3 en 4, van de wet van 7 mei 1999 van toepassing heeft gemaakt op die inrichtingen. Zoals in B.4 is vermeld, is het het koninklijk besluit van 20 maart 2022 dat het toepassingsgebied van de reglementaire bepalingen betreffende het EPIS-systeem heeft uitgebreid tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV.

Daaruit volgt dat, in tegenstelling tot hetgeen de tussenkomenende partijen aanvoeren, de in B.27 en in B.35 vermelde vernietigingen niet inhouden dat de vaste kansspelinrichtingen klasse IV niet meer ertoe gehouden zouden zijn via het EPIS-systeem te controleren of de in artikel 54 van de wet van 7 mei 1999 bedoelde toepasselijke uitsluitingen worden nageleefd.

Bijgevolg dienen de gevolgen van de vernietigde bepalingen niet te worden gehandhaafd.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 41, 1^o en 3^o, van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II » en artikel 62, derde lid, van de wet van 7 mei 1999 « op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers », zoals ingevoegd bij artikel 41, 2^o, van de voormelde wet van 30 juli 2022;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 23 november 2023.

De griffier,

N. Dupont

De voorzitter,

P. Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2023/48007]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 154/2023 vom 23. November 2023

Geschäftsverzeichnisnummer 7891

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 40 und 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II », erhoben von der « Derby » AG.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern J. Moerman, M. Pâques, D. Pieters, W. Verrijdt und K. Jadin, unter Assistenz des Kanzlers N. Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 7. November 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 16. November 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die « Derby » AG, unterstützt und vertreten durch RA P. Joassart, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 40 und 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. August 2022).

Mit derselben Klageschrift beantragte die klagende Partei ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen. In seinem Entscheid Nr. 25/2023 vom 9. Februar 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.025), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. August 2023, zweite Ausgabe, hat der Gerichtshof die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückgewiesen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 40 und 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II » (nachstehend: Gesetz vom 30. Juli 2022). Diese Bestimmungen ändern Artikel 55 beziehungsweise Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 « über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler » (nachstehend: Gesetz vom 7. Mai 1999) ab.

B.2.1. Dem Gesetz vom 7. Mai 1999 liegt das Prinzip zugrunde, dass das Betreiben von Glücksspielen a priori verboten ist, jedoch sind Ausnahmen über ein System von Zulassungen im Wege der Erteilung von Lizenzen durch die Kommission für Glücksspiele vorgesehen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1992/001, SS. 3-4). Der Gesetzgeber verfolgt insbesondere ein Ziel der Kanalisierung, das darin besteht, das illegale Angebot von Glücksspielen durch die Genehmigung eines begrenzten legalen Angebots an Glücksspielen zu bekämpfen (ebenda, S. 4).

Die vom Gesetz vom 7. Mai 1999 erlaubten Glücksspieleinrichtungen sind in vier Klassen aufgeteilt (Artikel 6 Absatz 1 dieses Gesetzes): Glücksspieleinrichtungen der Klasse I oder Spielbanken (Artikel 28), Glücksspieleinrichtungen der Klasse II oder AutomatenSpielhallen (Artikel 34), Glücksspieleinrichtungen der Klasse III oder Schankstätten (Artikel 39) und Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV oder « ausschließlich für die Entgegennahme von Wetten bestimmte Orte » (Artikel 43/4).

Nach Artikel 25 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 unterscheiden sich die vier Klassen von Glücksspieleinrichtungen zudem durch die Art der Lizenz, die für ihr Betreiben erforderlich ist: Eine Lizenz A ist für das Betreiben einer Spielbank erforderlich (Artikel 25 Absatz 1 Nr. 1), eine Lizenz B ist für das Betreiben einer AutomatenSpielhalle erforderlich (Artikel 25 Absatz 1 Nr. 2), eine Lizenz C ist für das Betreiben einer Schankstätte erforderlich (Artikel 25 Absatz 1 Nr. 3). Die Lizenz F1 (Artikel 25 Absatz 1 Nr. 6) erlaubt das « Organisieren von Wetten ». Die Lizenz F2 (Artikel 25 Absatz 1 Nr. 7) erlaubt « die Entgegennahme von Wetten für Rechnung von Inhabern von F1-Lizenzen » in einer ortsfesten oder mobilen Glücksspieleinrichtung der Klasse IV und außerhalb einer solchen Einrichtung durch Zeitungshändler oder auf Rennbahnen nach den in Artikel 43/4 § 5 Nrn. 1 und 2 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 festgelegten Bedingungen.

B.2.2. Artikel 54 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 betrifft die Verbote des Zugangs zu bestimmten Glücksspieleinrichtungen und der Teilnahme an bestimmten Glücksspielen, die aufgrund des Alters (Artikel 54 § 1), für Magistrate, Notare, Gerichtsvollzieher und Mitglieder der Polizeidienste außerhalb der Ausübung ihres Amtes (Artikel 54 § 2 Absatz 1) und für Personen gelten, denen von der Kommission für Glücksspiele der Zugang verweigert wird (Artikel 54 §§ 3 und 4).

Einige dieser Verbote, insbesondere diejenigen, die für Personen gelten, denen von der Kommission für Glücksspiele der Zugang verweigert wird, beziehen sich nur auf die Glücksspiele, « für die eine Registrierungspflicht besteht ».

B.2.3. Artikel 55 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 sieht die Einrichtung eines Verarbeitungssystems für Daten in Bezug auf die in Artikel 54 desselben Gesetzes erwähnten Personen vor. Dieses Verarbeitungssystem ist das System EPIS (« *Excluded Persons Information System* »), das durch den königlichen Erlass vom 15. Dezember 2004 « über die Einrichtung eines Verarbeitungssystems für Daten in Bezug auf die Spieler, denen der Zugang zu Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II verweigert wird » (ursprüngliche Überschrift) eingerichtet wurde.

Vor seiner Abänderung durch Artikel 40 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 bestimmte Artikel 55 des Gesetzes vom 7. Mai 1999:

« Beim Föderalen Öffentlichen Dienst Justiz wird ein Verarbeitungssystem für Daten in Bezug auf die in Artikel 54 erwähnten Personen eingerichtet.

Mit diesem System wird bezweckt:

1. der Kommission für Glücksspiele zu ermöglichen, die ihr durch vorliegendes Gesetz anvertrauten Aufträge zu erfüllen,
2. den Betreibern und dem Personal der Glücksspieleinrichtungen zu ermöglichen, die Einhaltung der in Artikel 54 erwähnten Zugangsverweigerungen zu kontrollieren.

Für jede Person werden folgende Daten verarbeitet:

1. Name und Vornamen,
2. Geburtsort und -datum,
3. Staatsangehörigkeit,
4. in Artikel 8 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnte Erkennungsnummer oder, in deren Ermangelung, die gemäß dem königlichen Erlass vom 8. Februar 1991 über Zusammensetzung und Modalitäten der Erteilung von Erkennungsnummern an nicht im Nationalregister der natürlichen Personen eingetragene natürliche Personen zugeteilte Nummer,
5. Beruf,
6. gegebenenfalls in Artikel 54 § 3 und 4 bestimmte Verweigerungsbeschlüsse, die von der Kommission für Glücksspiele ausgesprochen werden, Datum und Begründung dieser Beschlüsse.

Gegen Zahlung eines Beitrags wird der Kommission für Glücksspiele ein ständiger Online-Zugriff auf alle Kategorien von Daten gewährt, die in Absatz 3 erwähnt werden.

Durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens bestimmt der König die Höhe des in Absatz 4 erwähnten Beitrags, die Modalitäten der Verwaltung des Datenverarbeitungssystems, die Modalitäten der Verarbeitung der Daten und die Modalitäten des Zugriffs auf das System ».

B.2.4. Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erlegt es bestimmten Glücksspieleinrichtungen auf, eine Kopie des Identitätsdokuments, das der Spieler vorlegen muss, aufzubewahren und ein Register mit bestimmten Informationen über die Spieler zu führen.

Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, der zuvor nur auf Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II anwendbar war, wurde durch Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019 « zur Abänderung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler, und zur Einfügung eines Artikels 37/1 in das Gesetz vom 19. April 2002 zur Rationalisierung der Arbeit und Verwaltung der Nationallotterie » (nachstehend: Gesetz vom 7. Mai 2019) auch auf ortsfeste Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV für anwendbar erklärt.

Indem er die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV der in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vorgesehenen Registrierungspflicht unterworfen hat, hat Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019 auch die in Artikel 54 §§ 3 und 4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsverbote auf diese Einrichtungen für anwendbar erklärt.

In der durch Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019 abgeänderten Fassung bestimmte Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999:

« Ergänzend zu den in Artikel 54 vorgesehenen Bestimmungen ist der Zugang zu den Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II und den ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV nur erlaubt, wenn die betreffende Person ein Identitätsdokument vorlegt und der Betreiber den vollständigen Namen, die Vornamen, das Geburtsdatum, den Geburtsort, den Beruf und die Adresse dieser Person in ein Register einträgt.

Der Betreiber lässt dieses Register von der betreffenden Person unterzeichnen.

Eine Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, muss mindestens fünf Jahre nach seiner letzten Teilnahme an einem Glücksspiel aufbewahrt werden.

Der König bestimmt die Modalitäten der Zulassung und der Registrierung der Spieler.

Er bestimmt die Bedingungen in Bezug auf den Zugang zu den Registern.

Die Kommission kann die Lizenz der Klasse I, II oder der Klasse IV entziehen, wenn dieses Register nicht oder unrichtig geführt wird oder wenn es den Behörden nicht übermittelt wird, beschädigt wird oder verschwindet.

Der König bestimmt in Bezug auf die Teilnahme an Glücksspielen über ein elektronisches Kommunikationsnetz die Modalitäten für Zulassung und Registrierung der Spieler und die Bedingungen, denen das Register genügen muss ».

B.3. In seinem Entscheid Nr. 177/2021 vom 9. Dezember 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.177) hat der Gerichtshof Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019 für nichtig erklärt, « aber nur insoweit er keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der personenbezogenen Daten vorsieht, die in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 ' über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler ' erwähnten Register eingetragen sind, und insoweit er keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, vorsieht ».

B.4. Um « den Anwendungsbereich des Systems EPIS (Excluded Persons Information System) der Kommission für Glücksspiele auf die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV (Wettbüros) auszudehnen » (Bericht an den König, *Belgisches Staatsblatt*, 28. März 2022, zweite Ausgabe, S. 25478), hat der König den königlichen Erlass vom 20. März 2022 « zur Abänderung von zwei königlichen Erlassen vom 15. Dezember 2004 in Bezug auf das System EPIS und das Zugangsregister » (nachstehend: königlicher Erlass vom 20. März 2022) ergehen lassen, der nach seinem Artikel 16 am 1. Oktober 2022 in Kraft getreten ist. Durch den königlichen Erlass vom 20. März 2022 wurden die Überschrift und mehrere Bestimmungen von zwei königlichen Erlassen abgeändert: einerseits des in B.2.3 erwähnten königlichen Erlasses vom 15. Dezember 2004 « über die Einrichtung eines Verarbeitungssystems für Daten in Bezug auf die Spieler, denen der Zugang zu Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klasse I, der Klasse II und zu den ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV verweigert wird » (neue Überschrift) und andererseits des königlichen Erlasses vom 15. Dezember 2004 « über das Zugangsregister zu den Spielsälen der Glücksspieleinrichtungen der Klassen I, II und zu den ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV » (neue Überschrift). Einige weitere Abänderungen wurden sodann noch an diesen zwei königlichen Erlassen durch den königlichen Erlass vom 6. September 2022 « zur Berichtigung von drei materiellen Fehlern in zwei königlichen Erlassen vom 15. Dezember 2004 in Bezug auf das System EPIS und das Zugangsregister » (nachstehend: königlicher Erlass vom 6. September 2022), der auch am 1. Oktober 2022 in Kraft getreten ist, vorgenommen.

In der durch die königlichen Erlasse vom 20. März 2022 und 6. September 2022 abgeänderten Fassung bestimmen die Artikel 1 und 5 des königlichen Erlasses vom 15. Dezember 2004 « über die Einrichtung eines Verarbeitungssystems für Daten in Bezug auf die Spieler, denen der Zugang zu Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klasse I, der Klasse II und zu den ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV verweigert wird »:

« Article 1er. Le système visé à l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs porte la dénomination EPIS, Excluded Persons Information System.

L'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I, classe II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV et la pratique des jeux de hasard doivent être refusés aux personnes figurant dans le système d'information EPIS, conformément à l'article 54, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

La Commission des jeux de hasard utilise le système d'information EPIS pour participer au contrôle du respect des exclusions des personnes visées à l'article 54 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ».

« Art. 5. L'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II, ou d'un établissement de jeux de hasard fixes de classe IV ou une personne déléguée par celui-ci, doit introduire le nom, le prénom, la date de naissance et, si disponible, le numéro du Registre national du joueur, dans le système EPIS avant que le joueur puisse entrer dans la salle de jeux. Si cette personne figure dans EPIS, le terme ' oui ' apparaît sur l'écran. Dans les autres cas, le terme ' non ' apparaît.

En vue de l'enregistrement du joueur et de la consultation du système d'information EPIS, l'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II, ou d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV ou une personne déléguée par celui-ci est autorisé à collecter le numéro de Registre national du joueur visé à l'alinéa 1er ».

In der durch den königlichen Erlass vom 20. März 2022 abgeänderten Fassung bestimmt Artikel 4 des königlichen Erlasses vom 15. Dezember 2004 « über das Zugangsregister zu den Spielsälen der Glücksspieleinrichtungen der Klassen I, II und zu den ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV »:

« L'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II, et d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV, ou une personne déléguée par celui-ci, doit procéder au contrôle de l'identité de toute personne désirant accéder aux salles de jeux.

A cette fin, il demande au client d'exhiber sa carte d'identité ou une pièce ayant servi à l'identification.

Préalablement à l'inscription du joueur dans le registre d'accès, l'exploitant d'un l'établissement de jeux de hasard de classe I, II ou d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV ou une personne déléguée par celui-ci contrôle, par l'intermédiaire du système de traitement des informations prévu à l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, si l'accès à cet établissement de jeux de hasard n'est pas interdit au joueur conformément aux exclusions visées à l'article 54 de la loi précitée ».

B.5.1. Der angefochtene Artikel 40 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 ändert Artikel 55 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 ab: (1) Er fügt einen neuen Absatz mit der Angabe ein, dass die Kommission für Glücksspiele die Verantwortliche für das System EPIS ist, (2) er nimmt mehrere formale Abänderungen im Zusammenhang mit der Einfügung dieses neuen Absatzes vor und (3) er ersetzt den Verweis auf den Ausschuss für den Schutz des Privatlebens durch den Verweis auf die Datenschutzbehörde.

Der angefochtene Artikel 40 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 bestimmt:

« À l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, modifié par l'arrêté royal du 4 avril 2003 et par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

' La commission est le responsable du traitement du système de traitement des informations visé à l'alinéa 1er ' ;

2° dans l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots ' l'alinéa 3 ' sont remplacés par les mots ' l'alinéa 4 ' ;

3° dans l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots ' la Commission de la protection de la vie privée ' sont remplacés par les mots ' l'Autorité de protection des données, ' et les mots ' l'alinéa 4 ' sont remplacés par les mots ' l'alinéa 5 ' ».

B.5.2. Der angefochtene Artikel 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 nimmt die folgenden Abänderungen an Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vor: (1) Nunmehr muss bei jedem Besuch ein Foto der betroffenen Person gemacht und im Register aufbewahrt werden, (2) es wird präzisiert, dass der Zweck des Registers ist, dass die Kommission für Glücksspiele nachträglich überprüfen kann, ob die Abfragen des Systems EPIS tatsächlich durchgeführt wurden, und (3) die Aufbewahrungsdauer der im Register erfassten personenbezogenen Daten und die Höchstdauer für die Aufbewahrung der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, werden auf zehn Jahre ab der letzten Teilnahme am Glücksspiel der betroffenen Person festgelegt.

Der angefochtene Artikel 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 bestimmt:

« À l'article 62 de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010 et par l'article 31 de la loi du 7 mai 2019, annulé lui-même sous certaines conditions par l'arrêt n° 177/2021 de la Cour constitutionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : ' A chaque visite de la personne concernée, une photographie de cette personne est prise et conservée dans le registre ' ;

2° il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, deux alinéas rédigés comme suit :

' La finalité de ce registre est de permettre à la commission de vérifier a posteriori si les consultations du système de traitement des informations visé à l'article 55 ont bien été réalisées sur les joueurs qui fréquentent les établissements de jeux de hasard de classe I, II, ou d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV.

Les données à caractère personnel inscrites dans le registre sont conservées pendant une période de dix ans à dater de la dernière activité de jeu de la personne concernée ' ;

3° dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots ' pendant au moins cinq ans ' sont remplacés par les mots ' pour une durée de maximum dix ans ' ».

B.5.3. Mangels einer anderslautenden Bestimmung sind die Artikel 40 und 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 31. Mai 1961 « über den Sprachgebrauch in Gesetzgebungsangelegenheiten, die Gestaltung, die Veröffentlichung und das Inkrafttreten von Gesetzes- und Verordnungstexten » zehn Tage nach dessen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. August 2022, das heißt am 18. August 2022, in Kraft getreten.

In Bezug auf das Interesse an der Klage

B.6.1. Der Ministerrat macht geltend, dass die klagende Partei kein Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklage von Artikel 40 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 hat.

B.6.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.6.3. Die klagende Partei weist nicht nach, inwiefern Artikel 40 des Gesetzes vom 30. Juli 2022, der die in B.5.1 erwähnten Abänderungen an Artikel 55 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vornimmt, ihre Situation unmittelbar und ungünstig beeinflussen könnte.

B.6.4. Die Nichtigkeitsklage ist unzulässig, insofern sie gegen Artikel 40 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 gerichtet ist.

In Bezug auf den einzigen Klagegrund

B.7. Die klagende Partei leitet einen einzigen Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit den Artikeln 5, 6 und 9 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 « zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) » (nachstehend: DSGVO).

Im ersten Teil macht sie geltend, dass das Legalitätsprinzip in seinen materiellen und formellen Aspekten nicht beachtet werde.

Im zweiten Teil macht sie geltend, dass der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit nicht beachtet werde.

B.8.1. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes ».

B.8.2. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung und ihrer Korrespondenz.

(2) Eine Behörde darf in die Ausübung dieses Rechts nur eingreifen, soweit der Eingriff gesetzlich vorgesehen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist für die nationale oder öffentliche Sicherheit, für das wirtschaftliche Wohl des Landes, zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten, zum Schutz der Gesundheit oder der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer ».

B.8.3. Der Verfassungsgeber hat eine möglichst weitgehende Übereinstimmung zwischen Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention angestrebt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 997/5, S. 2).

Die Tragweite dieses Artikels 8 entspricht derjenigen der vorerwähnten Verfassungsbestimmung, sodass die durch die beiden Bestimmungen gebotenen Garantien ein untrennbares Ganzes bilden.

B.8.4. Das Recht auf Achtung des Privatlebens, so wie es durch die vorerwähnten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen gewährleistet wird, bezweckt im Wesentlichen, die Personen gegen Einmischungen in ihr Privatleben zu schützen.

Dieses Recht hat eine weitreichende Tragweite und umfasst unter anderem den Schutz der personenbezogenen Daten und der persönlichen Information. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte zeigt, dass u.a. folgende personenbezogene Daten und Informationen unter den Schutzbereich dieses Rechts fallen: der Name, die Adresse, die professionellen Aktivitäten, die persönlichen Beziehungen, digitale Fingerabdrücke, Kamerabilder, Fotos, Kommunikationsdaten, DNA-Daten, gerichtliche Daten (Verurteilung oder Verdacht), finanzielle Daten, Informationen über Eigentum und medizinische Daten (siehe insbesondere EuGHMR, 26. März 1987, *Leander gegen Schweiz*, ECLI:CE:ECHR:1987:0326JUD000924881, §§ 47-48; Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper gegen Vereinigtes Königreich*, ECLI:CE:ECHR:2008:1204JUD003056204, §§ 66-68; 17. Dezember 2009, *B.B. gegen Frankreich*, ECLI:CE:ECHR:2009:1217JUD000533506, § 57; 10. Februar 2011, *Dimitrov-Kazakov gegen Bulgarien*, ECLI:CE:ECHR:2011:0210JUD001137903, §§ 29-31; 18. Oktober 2011, *Khelili gegen Schweiz*, ECLI:CE:ECHR:2011:1018JUD001618807, §§ 55-57; 9. Oktober 2012, *Alkaya gegen Türkei*, ECLI:CE:ECHR:2012:1009JUD004281106, § 29; 18. April 2013, *M.K. gegen Frankreich*, ECLI:CE:ECHR:2013:0418JUD001952209, § 26; 18. September 2014, *Brunet gegen Frankreich*, ECLI:CE:ECHR:2014:0918JUD002101010, § 31; 13. Oktober 2020, *Frâncu gegen Rumänien*, ECLI:CE:ECHR:2020:1013JUD006935613, § 51).

B.8.5. Das Recht auf Achtung des Privatlebens ist jedoch kein absolutes Recht. Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention schließen eine Einmischung der Behörden in die Ausübung dieses Rechts nicht aus, sofern eine solche durch eine ausreichend präzise gesetzliche Bestimmung vorgesehen ist, sie einem zwingenden gesellschaftlichen Bedürfnis in einer demokratischen Gesellschaft entspricht und sie im Verhältnis zu dem damit angestrebten rechtmäßigen Ziel steht.

Der Gesetzgeber verfügt in dem Zusammenhang über einen Ermessensspielraum. Dieser Ermessensspielraum ist gleichwohl nicht grenzenlos; damit eine Norm sich mit dem Recht auf Achtung des Privatlebens vereinbaren lässt, ist es erforderlich, dass der Gesetzgeber ein gerechtes Gleichgewicht zwischen allen betroffenen Rechten und Interessen schafft.

B.8.6. Innerhalb des Geltungsbereichs des Rechts der Europäischen Union gewährleisten Artikel 22 der Verfassung, Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 7 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union analoge Grundrechte (EuGH, Große Kammer, 9. November 2010, C-92/09 und C-93/09, *Volker und Markus Schecke GbR u.a.*, ECLI:EU:C:2010:662), während Artikel 8 dieser Charta einen spezifischen Rechtsschutz für personenbezogene Daten bietet.

Die Vereinbarkeit einer Gesetzesbestimmung mit den Artikeln 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union in Verbindung mit Artikel 22 der Verfassung kann nur durch den Gerichtshof geprüft werden, insofern durch die angefochtene Bestimmung das Unionsrecht zur Ausführung gebracht wird (EuGH, Große Kammer, 26. Februar 2013, C-617/10, *Aklagaren*, ECLI:EU:2013:105, Randnr. 17 ff.).

Im vorliegenden Fall ist die DSGVO zu berücksichtigen.

Da sich die angefochtene Bestimmung auf die Verarbeitung personenbezogener Daten bezieht, die in den Anwendungsbereich in den Anwendungsbereich der DSGVO fallen, sind die Artikel 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union in Verbindung mit Artikel 22 der Verfassung zu betrachten.

B.8.7. Auch die in den Artikeln 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union verankerten Grundrechte können keine uneingeschränkte Geltung beanspruchen (EuGH, Große Kammer, 16. Juli 2020, C-311/18, *Data Protection Commissioner*, ECLI:EU:C:2020:559, Randnr. 172).

Nach Artikel 52 Absatz 1 Satz 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union müssen Einschränkungen der Ausübung der darin garantierten Rechte und Freiheiten, einschließlich insbesondere des durch Artikel 7 gewährleisteten Rechts auf Achtung des Privatlebens und des in Artikel 8 verankerten Rechts auf Schutz personenbezogener Daten, gesetzlich vorgesehen sein, den Wesensgehalt dieser Rechte achten und unter Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit erforderlich sein sowie den dem Gemeinwohl dienenden Zielsetzungen oder den Erfordernissen des Schutzes der Rechte und Freiheiten anderer tatsächlich entsprechen (EuGH, Große Kammer, 6. Oktober 2020, C-623/17, *Privacy International*, ECLI:EU:C:2020:790, Randnr. 64).

B.8.8. Artikel 22 der Verfassung behält dem zuständigen Gesetzgeber die Befugnis vor, festzulegen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen das Recht auf Achtung des Privatlebens beeinträchtigt werden kann. Somit garantiert er jedem Bürger, dass eine Einmischung in die Ausübung dieses Rechts nur aufgrund von Regeln erfolgen darf, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

Eine Ermächtigung einer anderen Gewalt steht jedoch nicht im Widerspruch zum Legalitätsprinzip, sofern die Ermächtigung ausreichend präzise beschrieben ist und sich auf die Ausführung von Maßnahmen bezieht, deren wesentliche Elemente vorher durch den Gesetzgeber festgelegt wurden.

Folglich müssen die wesentlichen Elemente der Verarbeitung personenbezogener Daten in der angefochtenen Gesetzesnorm selbst festgelegt sein. Diesbezüglich sind die wesentlichen Elemente unabhängig von dem betroffenen Bereich grundsätzlich die folgenden Elemente: (1) die Kategorie der verarbeiteten Daten, (2) die betroffene Personenkategorie, (3) der mit der Verarbeitung verfolgte Zweck, (4) die Kategorie der Personen, die Zugriff auf die verarbeiteten Daten haben, und (5) die maximale Dauer der Aufbewahrung der Daten.

B.8.9. Neben dem formalen Erfordernis der Legalität wird durch Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 7, 8 und 52 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union ebenfalls die Verpflichtung auferlegt, dass die Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens und das Recht auf den Schutz personenbezogener Daten deutlich und ausreichend präzise formuliert wird, damit es möglich ist, die Fälle vorherzusehen, in denen der Gesetzgeber eine solche Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens erlaubt.

Auf dem Gebiet des Schutzes personenbezogener Daten bedeutet dieses Erfordernis der Vorhersehbarkeit, dass ausreichend präzise vorgesehen werden muss, unter welchen Umständen Verarbeitungen von personenbezogenen Daten erlaubt sind (EuGHMR, Große Kammer, 4. Mai 2000, *Rotaru gegen Rumänien*, ECLI:CE:ECHR:2000:0504JUD002834195, § 57; Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper gegen Vereinigtes Königreich*, vorerwähnt, § 99). Das Erfordernis, dass die Einschränkung gesetzlich vorgesehen sein muss, bedeutet insbesondere, dass die gesetzliche Grundlage für den Eingriff in diese Rechte den Umfang, in dem die Ausübung des betreffenden Rechts eingeschränkt wird, selbst festlegen muss (EuGH, 6. Oktober 2020, C-623/17, *Privacy International*, ECLI:EU:C:2020:790, Randnr. 65).

Deshalb muss es jeder Person möglich sein, sich ein ausreichend klares Bild von den verarbeiteten Daten, den an einer bestimmten Datenverarbeitung beteiligten Personen sowie den Bedingungen und den Zwecken der Verarbeitung zu machen.

B.8.10. Artikel 5 der DSGVO mit den Überschrift « Grundsätze für die Verarbeitung personenbezogener Daten » bestimmt:

« 1. Personenbezogene Daten müssen

a) auf rechtmäßige Weise, nach Treu und Glauben und in einer für die betroffene Person nachvollziehbaren Weise verarbeitet werden (' Rechtmäßigkeit, Verarbeitung nach Treu und Glauben, Transparenz ');

b) für festgelegte, eindeutige und legitime Zwecke erhoben werden und dürfen nicht in einer mit diesen Zwecken nicht zu vereinbarenden Weise weiterverarbeitet werden; eine Weiterverarbeitung für im öffentlichen Interesse liegende Archivzwecke, für wissenschaftliche oder historische Forschungszwecke oder für statistische Zwecke gilt gemäß Artikel 89 Absatz 1 nicht als unvereinbar mit den ursprünglichen Zwecken (' Zweckbindung ');

c) dem Zweck angemessen und erheblich sowie auf das für die Zwecke der Verarbeitung notwendige Maß beschränkt sein (' Datenminimierung ');

d) sachlich richtig und erforderlichenfalls auf dem neuesten Stand sein; es sind alle angemessenen Maßnahmen zu treffen, damit personenbezogene Daten, die im Hinblick auf die Zwecke ihrer Verarbeitung unrichtig sind, unverzüglich gelöscht oder berichtigt werden (' Richtigkeit ');

e) in einer Form gespeichert werden, die die Identifizierung der betroffenen Personen nur so lange ermöglicht, wie es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist; personenbezogene Daten dürfen länger gespeichert werden, soweit die personenbezogenen Daten vorbehaltlich der Durchführung geeigneter technischer und organisatorischer Maßnahmen, die von dieser Verordnung zum Schutz der Rechte und Freiheiten der betroffenen Person gefordert werden, ausschließlich für im öffentlichen Interesse liegende Archivzwecke oder für wissenschaftliche und historische Forschungszwecke oder für statistische Zwecke gemäß Artikel 89 Absatz 1 verarbeitet werden (' Speicherbegrenzung ');

f) in einer Weise verarbeitet werden, die eine angemessene Sicherheit der personenbezogenen Daten gewährleistet, einschließlich Schutz vor unbefugter oder unrechtmäßiger Verarbeitung und vor unbeabsichtigtem Verlust, unbeabsichtigter Zerstörung oder unbeabsichtigter Schädigung durch geeignete technische und organisatorische Maßnahmen (' Integrität und Vertraulichkeit ');

2. Der Verantwortliche ist für die Einhaltung des Absatzes 1 verantwortlich und muss dessen Einhaltung nachweisen können (' Rechenschaftspflicht ').

B.8.11. Artikel 6 der DSGVO bezieht sich auf das Erfordernis der Rechtmäßigkeit der Verarbeitung.

B.8.12. Artikel 9 der DSGVO bezieht sich auf die Verarbeitung besonderer Kategorien personenbezogener Daten, darunter die biometrischen Daten. Letztere werden in Artikel 4 Nr. 14 der DSGVO definiert als « mit speziellen technischen Verfahren gewonnene personenbezogene Daten zu den physischen, physiologischen oder verhaltenstypischen Merkmalen einer natürlichen Person, die die eindeutige Identifizierung dieser natürlichen Person ermöglichen oder bestätigen, wie Gesichtsbilder oder daktyloskopische Daten ».

B.9. Die Beschwerdegründe der klagenden Partei beziehen sich auf folgende Aspekte:

- den Zweck der Aufnahme eines Fotos des Spielers und seiner Aufbewahrung im Zugangsregister (B.10 bis B.15);
- die dem König erteilten Ermächtigungen und die fehlende Bestimmung mehrerer Elemente bezüglich des Systems EPIS und des Zugangsregisters (B.16 bis B.18);

- die Bestimmung der Personen, von denen ein Foto gemacht und im Zugangsregister aufbewahrt werden muss (B.19 bis B.21);

- die Verhältnismäßigkeit der Aufnahme eines Fotos des Spielers und seiner Aufbewahrung im Zugangsregister (B.22 bis B.29);

- die Dauer der Aufbewahrung der personenbezogenen Daten, die in dem Zugangsregister eingetragen sind, und die Dauer der Aufbewahrung der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat (B.30 bis B.36).

In Bezug auf den Zweck der Aufnahme eines Fotos des Spielers und seiner Aufbewahrung im Zugangsregister

B.10. Die klagende Partei macht geltend, dass Artikel 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 gegen das Legalitätsprinzip verstoße, insofern die Fotos der Spieler, die im in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsregister aufbewahrt werden, von der Polizei im Rahmen von Ermittlungen, die nicht im Zusammenhang mit der Einhaltung der Rechtsvorschriften zu Glücksspielen stehen, verwendet werden könnten, ohne dass dieser polizeiliche Zweck von der angefochtenen Bestimmung präzisiert und eingegrenzt werde.

B.11. Die Artikel 54, 55 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, die in Verbindung miteinander zu betrachten sind, gehören zu den « Maßnahmen zum Schutz der Spieler und Wetter », die in Kapitel VI dieses Gesetzes vorgesehen sind.

Wie in B.2.2 erwähnt, bestimmt Artikel 54 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 die Verbote des Zugangs zu bestimmten Glücksspieleinrichtungen und der Teilnahme an bestimmten Glücksspielen, die aufgrund des Alters (Artikel 54 § 1), aufgrund des Berufes (Artikel 54 § 2 Absatz 1) und nach einem Beschluss der Zugangsverweigerung der Kommission für Glücksspiele (Artikel 54 §§ 3 und 4) gelten.

Artikel 55 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 sieht die Einrichtung eines Verarbeitungssystems für Daten in Bezug auf die in Artikel 54 erwähnten Personen vor, das - wie in B.2.3 erwähnt - das System EPIS ist. Nach Artikel 55 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 wird mit dem System EPIS bezweckt, es einerseits der Kommission für Glücksspiele zu ermöglichen, die ihr durch das Gesetz vom 7. Mai 1999 anvertrauten Aufträge zu erfüllen, und es andererseits den Betreibern und dem Personal der Glücksspieleinrichtungen zu ermöglichen, die Einhaltung der in Artikel 54 erwähnten Zugangsverweigerungen zu kontrollieren.

Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, in dessen Absatz 1 präzisiert ist, dass es sich um eine ergänzende Bestimmung zu Artikel 54 handelt, erlegt es den Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II und den ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV auf, eine Kopie des Identitätsdokuments, das der Spieler vorlegen muss, aufzubewahren und ein Register zu führen, in das bestimmte Informationen zu den Spielern, darunter nummehr das Foto des Spielers, aufgenommen werden.

B.12. Im vorerwähnten Entscheid Nr. 177/2021 hat der Gerichtshof geurteilt:

« B.53.4. Die Zwecke der Identitätsüberprüfung und der Registrierung der betreffenden personenbezogenen Daten und der Aufbewahrung einer Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, die mit dieser Überprüfung zusammenhängen, sowie die Personen, die befugt sind, Zugang zu diesen Daten zu haben, werden durch die Verbindung der Artikel 54, 55 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, die im Lichte der in B.52 zitierten Vorarbeiten zu lesen sind, ausreichend bestimmt. Es handelt sich einerseits um die Betreiber und das Personal der betreffenden Glücksspieleinrichtungen, um die Einhaltung der in Artikel 54 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsverweigerungen zu kontrollieren, und andererseits um die Kommission für Glücksspiele, um die ihr durch das Gesetz vom 7. Mai 1999 anvertrauten Aufträge zu erfüllen. Zu dieser Aufgabe gehört aufgrund der Artikel 15/2 § 1 und 15/3 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 insbesondere die Kontrolle der Einhaltung dieses Gesetzes und seiner Ausführungserlasse. Die Registrierung der personenbezogenen Daten und die Aufbewahrung einer Kopie des Dokuments über die Identität des Spielers ermöglichen es der Kommission für Glücksspiele zu wissen, wer Zugang zu den betreffenden Glücksspieleinrichtungen hatte, und somit zu kontrollieren, dass diese Einrichtungen die nach Artikel 54 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 geltenden Zugangsverbote einhalten. Diesbezüglich bestimmt Artikel 62 Absatz 6 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 ebenfalls, dass '[d]ie Kommission [für Glücksspiele] [...] die Lizenz der Klasse I, II oder der Klasse IV für die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen entziehen [kann], wenn dieses Register nicht oder unrichtig geführt wird oder wenn es den Behörden nicht übermittelt wird, beschädigt wird oder verschwindet ' ».

B.13. Der Zweck des Zugangsregisters ist nunmehr ausdrücklich in dem neuen Absatz 2 von Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnt, wie er durch Artikel 41 Nr. 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 eingefügt wurde. Es geht darum, es der Kommission für Glücksspiele zu ermöglichen, nachträglich zu überprüfen, ob die Abfragen des Systems EPIS zu den Spielern, die die Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II und die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV besuchen, tatsächlich durchgeführt wurden.

B.14. Die angefochtene Bestimmung sieht nicht vor, dass die im Zugangsregister aufbewahrten Daten, darunter das Foto, zu Zwecken der Ermittlung und Verfolgung von Straftaten, die nicht im Zusammenhang mit der Einhaltung der Rechtsvorschriften zu Glücksspielen stehen, verwendet werden dürfen. Ohne dass es erforderlich wäre zu bestimmen, ob die Abfrage des Zugangsregisters zu solchen Zwecken auf der Grundlage anderer Bestimmungen, insbesondere der Bestimmungen des Strafprozessgesetzbuches, erlaubt werden kann, ist festzustellen, dass die Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens und in das Recht auf den Schutz personenbezogener Daten, das sich daraus ergäbe, auf diese anderen Bestimmungen und nicht auf die angefochtene Bestimmung zurückginge.

B.15. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

In Bezug auf die dem König erteilten Ermächtigungen und die fehlende Bestimmung mehrerer Elemente bezüglich des Systems EPIS und des Zugangsregisters

B.16. Die klagende Partei macht geltend, dass die angefochtene Bestimmung gegen das Legalitätsprinzip verstoße, insofern sie einerseits in Bezug auf das System EPIS weder die Personenkategorien, die Zugang zu den Daten haben, noch die Höchstdauer für die Aufbewahrung der Daten bestimme, und sie andererseits in Bezug auf das in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnte Zugangsregister weder die Personenkategorien, die Zugang zu den Daten haben, noch den Verantwortlichen festlege. Die klagende Partei bemängelt ebenfalls die Ermächtigungen, die dem König durch die Artikel 55 letzter Absatz und 62 Absätze 6 und 7 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erteilt werden.

B.17. Wie der Ministerrat geltend macht, sind die Beschwerdegründe der klagenden Partei in Wirklichkeit gegen die Artikel 55 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, wie sie bereits vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung bestanden, gerichtet.

B.18. Die Beschwerdegründe beziehen sich nicht auf die angefochtene Bestimmung und sind deshalb unzulässig.

In Bezug auf die Bestimmung der Personen, von denen ein Foto gemacht und im Zugangsregister aufbewahrt werden muss

B.19. In ihrem Erwidierungsschriftsatz macht die klagende Partei geltend, dass die Formulierung « betreffende Person », die in Artikel 41 Nr. 1 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 verwendet werde, nicht ausreichend klar und präzise sei, um die Personen zu bestimmen, von denen ein Foto gemacht und in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsregister aufbewahrt werden müsse. Ihrer Ansicht nach folgt daraus, dass die angefochtene Bestimmung gegen das Legalitätsprinzip, das von den im Klagegrund erwähnten Bestimmungen gewährleistet werde, und gegen das Legalitätsprinzip der Unterstrafestellungen, das von Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung gewährleistet werde, verstoße.

B.20. Es obliegt der klagenden Partei nicht, in ihrem Erwidierungsschriftsatz den Klagegrund zu ändern, den sie selbst in der Klageschrift formuliert hat. Ein Beschwerdegrund, der - wie im vorliegenden Fall - in einem Erwidierungsschriftsatz vorgebracht wird, sich aber von demjenigen unterscheidet, der in der Klageschrift formuliert wurde, stellt somit einen neuen Klagegrund dar und ist unzulässig.

B.21. Der Beschwerdegrund ist unzulässig.

In Bezug auf die Verhältnismäßigkeit der Aufnahme eines Fotos des Spielers und seiner Aufbewahrung im Zugangsregister

B.22. Die klagende Partei macht geltend, dass Artikel 41 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 eine unverhältnismäßige Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens und in das Recht auf den Schutz personenbezogener Daten zur Folge habe, insofern er vorschreibe, dass bei jedem Besuch ein Foto des Spielers gemacht und in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsregister aufbewahrt werden müsse.

B.23. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 177/2021 hat der Gerichtshof bei der Prüfung eines Klagegrunds, der gegen die Ausdehnung des Anwendungsbereichs von Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 auf ortsfeste Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV gerichtet war, geurteilt, dass die Überprüfung der Identität des Spielers durch den Betreiber und die Registrierung des vollständigen Namens, der Vornamen, des Geburtsdatums, des Geburtsorts, des Berufs und der Adresse des Spielers verhältnismäßige Maßnahmen darstellen:

« B.55.2. Es ist nicht unverhältnismäßig, die Pflichten im Bereich der Überprüfung der Identität und der Aufbewahrung von personenbezogenen Daten, die in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vorgesehen sind, auf die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV auszudehnen, da der Gesetzgeber angesichts der in B.28.1 beschriebenen Zunahme der mit diesen Einrichtungen verbundenen Risiken den Zugang zu diesen Einrichtungen ebenfalls Personen verbieten wollte, denen die Kommission für Glücksspiele auf der Grundlage von Artikel 54 §§ 3 und 4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 den Zugang verweigert. Ohne eine Identifizierung der Spieler und folglich ohne eine Möglichkeit zu überprüfen, ob der Betreffende in das in Artikel 55 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 und in B.47.3 erwähnte System EPIS aufgenommen wurde, wären das Verbot und die in Artikel 54 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vorgesehenen Zugangsverweigerungen in der Praxis weitgehend wirkungslos. Wie in B.53.4 erwähnt, ermöglicht es die Registrierung der betreffenden personenbezogenen Daten der Kommission für Glücksspiele, die Einhaltung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 und seiner Ausführungserlasse, insbesondere Artikel 54 dieses Gesetzes, zu kontrollieren.

[...]

Schließlich sind die personenbezogenen Daten, die in das in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnte Register eingetragen werden müssen, im Hinblick auf die verfolgten Ziele sachdienlich und notwendig. Diese personenbezogenen Daten ermöglichen es nämlich zu überprüfen, ob die betreffende Person in das in B.47.3 erwähnte System EPIS aufgenommen wurde und ihr folglich der Zugang zu der Glücksspieleinrichtung verweigert werden muss ».

B.24.1. Artikel 41 Nr. 1 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 fügt das Foto der Liste der Daten über die Spieler, die in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsregister aufbewahrt werden müssen, hinzu.

In der Begründung zu dem Entwurf, der dem Gesetz vom 30. Juli 2022 zugrunde liegt, heißt es:

« L'article 62, alinéa 1er, de la loi sur les jeux de hasard détermine la liste des données à caractère personnel à reprendre obligatoirement dans le registre d'accès aux établissements de jeux de hasard des classes I, II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV. La photographie des joueurs est [ajoutée] à la liste. En effet, la photo du joueur est requise pour éviter toute fraude d'identité.

Suite à l'avis du Conseil d'État n° 71 320/1-2-3-4, les précisions suivantes peuvent être apportées :

Selon l'art. 62, l'opérateur doit tenir un registre, et le joueur doit présenter une preuve d'identité. Ensuite, le joueur doit signer le registre.

La signature de ce registre ayant été considérée par le passé comme lourde, chronophage et gaspilleuse de papier par les opérateurs, elle a été remplacée par une photographie.

Un document d'identité doit contenir un nom, un prénom, une date de naissance, une photographie et une signature afin de vérifier avec certitude l'identité de la personne. Lorsqu'un joueur se présente, l'exploitant doit être en mesure de vérifier visuellement si la personne qui se présente est la même que celle figurant sur la photo de la carte d'identité. L'objectif est donc de prévenir la fraude aux documents d'identité, avant tout dans le but de protéger les joueurs. En effet, [une] des raisons pour lesquelles un joueur se présenterait avec un faux document d'identité est qu'il est exclu et tente d'accéder aux jeux de hasard de cette manière.

Si un joueur exclu se présente avec une fausse pièce d'identité, la Commission des jeux de hasard ne peut le vérifier par après que sur la base de la signature ou de la photo. Cette possibilité de contrôle est nécessaire afin de vérifier que les opérateurs remplissent correctement leurs obligations légales. Aujourd'hui, il est possible de signer numériquement, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Toutefois, la signature sur écran tactile est loin d'être fiable (elle se résume généralement à un gribouillage illisible). Une photo est beaucoup plus facile à vérifier dans ce cas.

Il faut préciser qu'une modernisation et une digitalisation des procédures, tant dans le monde réel qu'en ligne, sont nécessaires dans la matière des jeux de hasard mais celles-ci doivent être étudiées et développées en adéquation avec les règles existantes notamment en matière de protection des données. En attendant, le système existant est maintenu » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, S. 50).

Bei den Erörterungen im Ausschuss hat der zuständige Minister präzisiert:

« Cette pratique de la prise de photo du joueur existe depuis de nombreuses années. Cela permet à la Commission des jeux de hasard de vérifier a posteriori si l'opérateur a respecté son obligation. Ce n'est en effet pas une solution idéale et le ministre est en grande partie d'accord avec les remarques faites par le Conseil d'État et l'APD à cet égard. De meilleures technologies, moins intrusives, doivent permettre ce contrôle. Le ministre s'est déjà engagé à analyser, le plus rapidement possible, d'autres techniques plus proportionnelles, telles que la signature électronique ou l'isme. Dans l'attente de cette meilleure solution, la pratique actuelle ne sera pas interdite » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2021-2022, DOC 55-2774/004, S. 28).

B.24.2. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die angefochtene Bestimmung vor dem Hintergrund des Zieles, die Spieler zu schützen, zu sehen ist, das von den Artikeln 54, 55 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 gemeinsam verfolgt wird. Im Einzelnen hat das Hinzufügen des Fotos zu der Liste der Daten, die im Zugangsregister aufbewahrt werden müssen, dessen Zweck es ist, der Kommission für Glücksspiele die nachträgliche Überprüfung, ob die Abfragen des Systems EPIS tatsächlich durchgeführt wurden, zu ermöglichen, das Ziel, den Identitätsbetrug zu bekämpfen, dessen sich bestimmte Spieler, denen der Zugang verweigert wird und die womöglich versuchen zu spielen, schuldig machen könnten.

B.25. Es tragen mehrere andere Maßnahmen dazu bei, das Risiko des Identitätsbetrugs durch einen Spieler, dem der Zugang verweigert wird, zu verringern.

Einerseits muss die betreffende Person ein Identitätsdokument vorlegen, von dem eine Kopie im Zugangsregister aufbewahrt werden muss (Artikel 62 Absatz 5 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 und Artikel 2 Absatz 3 des königlichen Erlasses vom 15. Dezember 2004 « über das Zugangsregister zu den Spielsälen der Glücksspieleinrichtungen der Klassen I, II und zu den ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV »). Es ist vorgesehen, dass « der Betreiber oder die von ihm benannte Person die Übereinstimmung des Fotos sowie das Gültigkeitsdatum des Personalausweises überprüft » (Artikel 5 Absatz 3 des besagten königlichen Erlasses).

Andererseits muss der Betreiber das Zugangsregister von der betreffenden Person unterzeichnen lassen (Artikel 62 Absatz 4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999), wobei die Verwendung einer elektronischen Signatur mithilfe des elektronischen Personalausweises erlaubt ist.

B.26. Im Hinblick auf das in B.24.2 erwähnte Ziel und in Anbetracht der anderen Maßnahmen, die dazu beitragen, das Risiko des Identitätsbetrugs durch einen Spieler, dem der Zugang verweigert wird, zu verringern, ist es unverhältnismäßig vorzuschreiben, dass von allen Spielern, die die Glücksspieleinrichtungen der Klasse I und II und die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV besuchen, bei jedem Besuch ein Foto gemacht und im Zugangsregister aufbewahrt wird. Die angefochtene Bestimmung wahrt kein faires Gleichgewicht zwischen einerseits dem Schutz der Spieler, denen der Zugang verweigert wird, und andererseits dem Recht auf Achtung des Privatlebens und dem Recht auf den Schutz personenbezogener Daten aller Personen, denen nicht der Zugang verweigert wird und die die betreffenden Glücksspieleinrichtungen besuchen.

B.27. Der Beschwerdegrund ist begründet, sofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe c der DSGVO abgeleitet ist.

Artikel 41 Nr. 1 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 ist für nichtig zu erklären.

B.28. Da dies nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung als der in B.27 erwähnten führen kann, ist weder zu prüfen, ob Fotos im vorliegenden Fall biometrische Daten sind, noch dem Gerichtshof der Europäischen Union die von der klagenden Partei in diesem Zusammenhang vorgeschlagene Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

B.29. Die klagende Partei beantragt auch, dass dem Gerichtshof der Europäischen Union zwei Vorabentscheidungsfragen zur Vereinbarkeit der Pflicht, das in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vorgesehene Zugangsregister zu führen, mit mehreren Bestimmungen des Unionsrechts gestellt werden.

Abgesehen davon, dass der Gerichtshof der Europäischen Union nicht befugt ist, im Wege der Vorabentscheidungsfrage über die Vereinbarkeit einer nationalen Maßnahme mit dem Unionsrecht zu entscheiden, und dass die von der klagenden Partei vorgeschlagenen Vorabentscheidungsfragen nur dann in die Zuständigkeit des Gerichtshofs der Europäischen Union fallen könnten, wenn sie so verstanden werden, dass sie sich im Wesentlichen auf die Auslegung des Unionsrechts beziehen (EuGH, 30. April 2020, C-184/19, *Hecta Viticol SRL*, ECLI:EU:C:2020:337, Randnr. 30; 21. Juli 2011, C-2/10, *Azienda Agro-Zootecnica Franchini Sarl und Eolica di Altamura Srl*, ECLI:EU:C:2011:502, Randnr. 35), kann die Antwort auf diese Fragen keinen Einfluss auf den Ausgang der hier geprüften Klage haben. Zum einen ist in Bezug auf die Pflicht, ein Zugangsregister zu führen, und die Pflicht, darin andere Daten als das Foto zu registrieren, festzustellen, dass sich diese Pflichten aus Bestimmungen ergeben, die vor dem Gesetz vom 30. Juli 2022 bestanden. Zum anderen kann in Bezug auf die Pflicht, das Foto des Spielers aufzunehmen und aufzubewahren, die Antwort auf die von der klagenden Partei vorgeschlagenen Vorabentscheidungsfragen nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung als der in B.27 erwähnten führen.

Die zwei von der klagenden Partei vorgeschlagenen Vorabentscheidungsfragen sind daher nicht zu stellen.

In Bezug auf die Dauer der Aufbewahrung der personenbezogenen Daten, die in dem Zugangsregister eingetragen sind, und die Dauer der Aufbewahrung der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat

B.30. Die klagende Partei macht geltend, dass Artikel 41 Nrn. 2 und 3 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 eine unverhältnismäßige Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens und in das Recht auf den Schutz personenbezogener Daten zur Folge habe, insofern er vorsehe, dass die Höchstdauer für die Aufbewahrung der in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsregister registrierten Daten und der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, zehn Jahre nach der letzten Teilnahme der betreffenden Person an einem Glücksspiel beträgt.

B.31. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 177/2021 hat der Gerichtshof bei der Prüfung eines Klagegrunds, der gegen die Ausdehnung des Anwendungsbereichs von Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 auf ortsfeste Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV gerichtet war, geurteilt, dass die fehlende Festlegung der Höchstdauer für die Aufbewahrung der personenbezogenen Daten, die in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Register eingetragen sind, und der Höchstdauer für die Aufbewahrung der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, durch den Gesetzgeber gegen Artikel 22 der Verfassung verstößt:

« B.53.5. In der angefochtenen Bestimmung [Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019] ist jedoch keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der personenbezogenen Daten vorgesehen, die in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Register eingetragen sind. Außerdem sieht sie keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der Kopie des Dokuments vor, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, da in Artikel 62 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 nur eine Mindestdauer für die Aufbewahrung von fünf Jahren nach der letzten Teilnahme an einem Glücksspiel vorgesehen ist.

B.54. Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019 verstößt gegen Artikel 22 der Verfassung, insofern er keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der personenbezogenen Daten vorsieht, die in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Register eingetragen sind, und insofern er keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der Kopie des Dokuments vorsieht, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat ».

Daher hat der Gerichtshof Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019 für nichtig erklärt, « aber nur insoweit er keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der personenbezogenen Daten vorsieht, die in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 ' über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler ' erwähnten Register eingetragen sind, und insoweit er keine Höchstdauer für die Aufbewahrung der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, vorsieht ».

B.32. Nach diesem Entscheid ist der Gesetzgeber tätig geworden und hat Artikel 41 Nrn. 2 und 3 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 angenommen. Artikel 62 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, eingefügt durch Artikel 41 Nr. 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022, und Artikel 62 Absatz 5 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, abgeändert durch Artikel 41 Nr. 3 des Gesetzes vom 30. Juli 2022, sehen jeweils vor, dass die Dauer der Aufbewahrung der personenbezogenen Daten, die in dem Zugangsregister eingetragen sind, und die Höchstdauer für die Aufbewahrung der Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, zehn Jahre nach der letzten Teilnahme der betreffenden Person an einem Glücksspiel betragen.

Laut den Vorarbeiten wird mit der von der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Dauer der Aufbewahrung eine Vereinheitlichung mit der Dauer der Aufbewahrung von zehn Jahren, die in Artikel 60 des Gesetzes vom 18. September 2017 « zur Verhinderung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung und zur Beschränkung der Nutzung von Bargeld » (nachstehend: Gesetz vom 18. September 2017) vorgesehen ist, angestrebt:

« La durée maximale de conservation des données d'une part et de la copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur d'autre part est fixée à 10 ans. De cette manière, la durée de conservation est harmonisée, et permet de respecter les délais de conservation légaux prévus par l'article 60 de la loi 18 septembre 2017 [...] relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2021-2022, DOC 55-2774/001, S. 51).

B.33. Die Verhältnismäßigkeit der Dauer der Aufbewahrung ist anhand des Zwecks, zu dem die personenbezogenen Daten verarbeitet werden, zu beurteilen.

Wie in B.13 erwähnt, hat die Aufbewahrung der personenbezogenen Daten über den Spieler in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsregister und der Kopie des Dokuments, das zu dessen Identifizierung gedient hat, im vorliegenden Fall den Zweck, es der Kommission für Glücksspiele zu ermöglichen, nachträglich zu überprüfen, ob die Abfragen des Systems EPIS zu den Spielern, die die Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II und die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV besuchen, tatsächlich durchgeführt wurden.

Das in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnte Zugangsregister hat nicht den Zweck, die Geldwäsche zu bekämpfen. Der Zweck der Bekämpfung der Geldwäsche wird von den Pflichten, die den Betreibern von Glücksspieleinrichtungen als « Verpflichtete » durch das Gesetz vom 18. September 2017 auferlegt werden - die nicht die gleichen wie die in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vorgesehenen Pflichten sind -, verfolgt (siehe unter anderem die Artikel 21, 26, 27 und 60 dieses Gesetzes).

Daraus folgt, dass mit der angestrebten Vereinheitlichung mit der in Artikel 60 des Gesetzes vom 18. September 2017 vorgesehenen Dauer der Aufbewahrung eine Dauer der Aufbewahrung von zehn Jahren in Bezug auf das in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnte Zugangsregister nicht vernünftig gerechtfertigt werden kann.

B.34. Verstöße gegen die Artikel 54 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 können mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis drei Jahren und/oder mit einer strafrechtlichen Geldstrafe von 26 Euro bis 25 000 Euro, zuzüglich Zuschlagzehnteln, belegt werden (Artikel 64 des Gesetzes vom 7. Mai 1999). Da diese Verstöße so mit einer Korrekionalstrafe belegt werden und somit Vergehen sind, beträgt die anwendbare Verjährungsfrist fünf Jahre (Artikel 21 Absatz 1 Nr. 4 des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches). Als alternative Strafe können Verstöße gegen die Artikel 54 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 mit einer administrativen Geldbuße belegt werden (Artikel 15/3 des Gesetzes vom 7. Mai 1999); in diesem Fall beträgt die anwendbare Verjährungsfrist ebenfalls fünf Jahre (Artikel 15/3 § 5 des Gesetzes vom 7. Mai 1999).

Da das Zugangsregister bezweckt, es der Kommission für Glücksspiele zu ermöglichen, die korrekte Anwendung des Systems EPIS zu kontrollieren und da der Gesetzgeber vorgesehen hat, dass Verstöße gegen die Artikel 54 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 in fünf Jahren verjähren, geht die Dauer von zehn Jahren, während der die personenbezogenen Daten über den Spieler und die Kopie des Dokuments, das zu dessen Identifizierung gedient hat, in dem Zugangsregister aufbewahrt werden müssen, über das Notwendige im Hinblick auf den verfolgten Zweck hinaus.

B.35. Der Beschwerdegrund ist begründet, sofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe e der DSGVO abgeleitet ist.

Artikel 62 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Mai 1999, eingefügt durch Artikel 41 Nr. 2 des Gesetzes vom 30. Juli 2022, ist für nichtig zu erklären. Auch Artikel 41 Nr. 3 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 ist für nichtig zu erklären.

B.36. Die klagende Partei beantragt, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zu stellen zu der Vereinbarkeit der Pflicht, die Daten, die in dem in Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Register eingetragen sind, während einer Dauer von zehn Jahren aufzubewahren, mit mehreren Bestimmungen des europäischen Rechts.

Abgesehen davon, dass - wie in B.29 erwähnt - der Gerichtshof der Europäischen Union nicht befugt ist, im Wege der Vorabentscheidungsfrage über die Vereinbarkeit einer nationalen Maßnahme mit dem Unionsrecht zu entscheiden, und dass die von der klagenden Partei vorgeschlagene Vorabentscheidungsfrage nur dann in die Zuständigkeit des Gerichtshofs der Europäischen Union fallen könnte, wenn sie so verstanden wird, dass sie sich im Wesentlichen auf die Auslegung des Unionsrechts bezieht, kann die Antwort auf diese Frage nicht zu einer weitergehenden Nichtigkeitsklärung als der in B.35 erwähnten führen. Folglich ist diese Frage nicht zu stellen.

In Bezug auf den Antrag zur Aufrechterhaltung der Folgen

B.37. Die intervenierenden Parteien beantragen, dass die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen im Fall der Nichtigerklärung während eines Zeitraums von zwölf Monaten ab der Veröffentlichung des Entscheids des Gerichtshofs im *Belgischen Staatsblatt* aufrechterhalten werden. Sie machen geltend, dass eine nicht modulierte Nichtigerklärung zur Folge hätte, dass die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV nicht mehr der Pflicht unterlägen, Kontrollen über das System EPIS durchzuführen.

B.38. Wie in B.2.4 erwähnt, hat Artikel 31 des Gesetzes vom 7. Mai 2019, der durch den vorerwähnten Entscheid des Gerichtshofes Nr. 177/2021 teilweise für nichtig erklärt wurde, Artikel 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 auf ortsfeste Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV für anwendbar erklärt und hat so die in Artikel 54 §§ 3 und 4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 erwähnten Zugangsverbote auf diese Einrichtungen für anwendbar erklärt. Wie in B.4 erwähnt, hat der königliche Erlass vom 20. März 2022 den Anwendungsbereich der Verordnungsbestimmungen zum System EPIS auf ortsfeste Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV ausgedehnt.

Daraus folgt, dass entgegen den Ausführungen der intervenierenden Parteien die in B.27 und in B.35 erwähnten Nichtigerklärungen nicht bedeuten, dass die ortsfesten Glücksspieleinrichtungen der Klasse IV nicht mehr verpflichtet wären, über das System EPIS die Einhaltung der geltenden Zugangsverweigerungen, die in Artikel 54 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 vorgesehen sind, zu kontrollieren.

Folglich sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen nicht aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 41 Nrn. 1 und 3 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « für eine humanere, schnellere und strengere Justiz II » und Artikel 62 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 « über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler », eingefügt durch Artikel 41 Nr. 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 30. Juli 2022, für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 23. November 2023.

Der Kanzler,

N. Dupont

Der Präsident,

P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2023/48802]

Uittreksel uit arrest nr. 170/2023 van 14 december 2023

Rolnummer 7841

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 28 en 60, vierde lid, van de wet van 21 januari 2022 « houdende diverse fiscale bepalingen », ingesteld door Sylvia Abels en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters L. Lavrysen en P. Nihoul, en de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, D. Pieters en E. Bribosia, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter L. Lavrysen,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 juli 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 juli 2022, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 28 en 60, vierde lid, van de wet van 21 januari 2022 « houdende diverse fiscale bepalingen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 januari 2022, *erratum* in het *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 2022) door Sylvia Abels, Claudia De Vlieger, Johannes Engels, Dick Galle, Marcel Gielis, Jozef Gorissen, Johannes Groeneveld, Ernest Groensmit, Richard Nibbrig, Andreas Hendriks, Frank Hiemstra, Gerlach Hofmann, Gijsbreght Jansen, Herman Lauwerysen, Johann Lebacqz, Sioe Liem, Albert Lippens, Johan Muys, Martine Peetermans, Jozef Pelgrims, Maria Philips, Paul Put, Anton Renting, Noebar Sipaan, Jozef Sleenckx, Franciscus Sweerts, Joseph Van Dierendonck, Matheus Van Hugten, Johannes Van Laarhoven, Aart Vrijlandt, Agnes Jonkman en Dionys Willems, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. C. Hendrickx, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen zijn allen Belgische rijksinwoners die een aanvullend pensioen ontvangen dat werd opgebouwd tijdens hun tewerkstelling, in Nederland, voor een Nederlandse werkgever. De fiscale regeling van toepassing op aan hen uitgekeerde aanvullende pensioenen wordt bepaald, enerzijds, door het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (hierna : het WIB 1992) en, anderzijds, door het Verdrag van 5 juni 2001 tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen (hierna : het Belgisch-Nederlands Dubbelbelastingverdrag).

B.1.2. Artikel 39, § 2, 2^o, a), van het WIB 1992, vóór de wijziging ervan bij artikel 77 van de wet van 28 april 2003 « betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid » (hierna : de wet van 28 april 2003), bepaalt dat pensioenen vrijgesteld zijn van inkomstenbelastingen indien zij voortkomen uit een individueel levensverzekeringscontract en er voordien geen belastingvermindering werd verleend. De onderliggende redenering is dat wanneer de bijdragen die hebben geleid tot een dergelijk pensioen belast werden, zij bij de uitkering niet als inkomsten worden belast (HvJ, 28 januari 1992, C-204/90, *H.-M. Bachmann*, ECLI:EU:C:1992:35, punten 21 en 22).

B.1.3. Volgens de vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie, dat zich daarbij baseert op de circulaire Ci.RH.241/240.482 van 31 maart 1969, moet de fiscale regeling voor de uitkeringen van in Nederland opgebouwde pensioenen worden bepaald door eerst te bepalen hoe de bijdragen fiscaal waren behandeld, indien zij in België waren belast. De aldus opgebouwde pensioenen worden beschouwd als « voortkomend uit een individueel levensverzekeringscontract », wanneer de werkgeversbijdragen in het definitief en uitsluitend voordeel van de werknemer zijn op het ogenblik dat zij worden gestort - volgens het zogenaamde criterium van de definitief verworven rechten (zie onder andere Cass., 11 april 2002, F.00.0078.N, ECLI:BE:CASS:2002:ARR.20020411.26; 12 november 2009,